

l'Humanité

LE JOURNAL FONDÉ PAR JEAN JAURÈS

CULTURE L'ART DE RÉSISTER

Le monde de la création se mobilise contre la vision passéiste du RN, arc-bouté sur le patrimoine et qui joue l'élite contre le peuple pour mieux le mépriser. P. 2





ÉDITORIAL

PAR ROSA MOUSSAOUI

Allégeance

Dans un discours devant les patrons allemands, le 23 novembre 1932, quelques semaines avant l'arrivée de Hitler au pouvoir, le juriste et philosophe nazi Carl Schmitt invoquait un « état d'urgence économique » pour en appeler à un « État fort » décidé à asphyxier « en son sein les forces subversives » et à broyer les revendications sociales pour servir une « économie saine ». L'histoire ne se répète pas ; ce sont les peuples qui l'écrivent. Elle nous apprend pourtant que la montée de l'extrême droite est bel et bien corrélée aux crises du système capitaliste. Celle que nous traversons (endurons) depuis le krach de 2008 a concouru à l'ascension des figures hideuses de Donald Trump aux États-Unis, de Jair Bolsonaro au Brésil, de Narendra Modi en Inde, de Javier Milei en Argentine.

En Europe, la stratégie du choc austéritaire a partout nourri l'extrême droite. Elle a permis d'asseoir des politiques ordolibérales propres à combler le patronat, la haute bourgeoisie, les marchés financiers gavés de profits faramineux. Tout en désagrégeant les libertés, les droits individuels et collectifs pour mieux prévenir et réprimer la contestation po-

Le visage de ce capitalisme autoritaire en France, c'est celui de Jordan Bardella.

pulaire de ces politiques de démolition sociale. Le visage de ce capitalisme autoritaire aujourd'hui en France, c'est celui de Jordan Bardella. Tendons l'oreille : il fait sienne la petite musique de la « déraison budgétaire » qui ferait courir à la France « un risque de décrochage économique ». Il parle sans bafouiller la langue des agences de notation, du FMI, d'Ursula von der Leyen – celle-là même qui, en engageant dans cette séquence une procédure de déficits excessifs contre Paris, menace implicitement la France d'un scénario à la grecque en cas de victoire du Front populaire.

S'il entre à Matignon, demain, le président de l'ancien Front national se précipitera à Bruxelles pour entériner son allégeance à une Commission européenne prête à composer avec toutes les chapelles de l'extrême droite, comme elle le fait déjà avec Viktor Orban ou Giorgia Meloni. La démocratie n'a jamais été inscrite dans le code source du capitalisme. L'extrême droite et la guerre, quand il est menacé, sont ses ultimes remparts. ■

Avec le RN, la culture marche à l'ombre

EXTRÊME DROITE À travers sa gestion municipale, le Rassemblement national mène une politique culturelle au rabais, jouant sur les oppositions entre création et patrimoine, populaire et élitiste. Des expériences qui font craindre le pire, s'il venait à prendre le pouvoir.

Pas vu, pas pris ? On a beau fouiller dans son programme, le Rassemblement national se fait discret sur sa politique culturelle. Excepté son projet de privatisation du service public de l'audiovisuel, pas d'annonces fracassantes qui pourraient déclencher un tollé. On est loin des décisions violentes prises par les Mégret à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) ou Le Chevallier à Toulon (Var) après leur victoire aux élections municipales. Souvenons-nous. En 1997, le couple Mégret, qui s'était dépêché de rebaptiser la place Nelson-Mandela, place de Provence, faisait murer le Sous-Marin, une salle de musiques actuelles. Un an auparavant, le maire de Toulon déclarait, à quelques jours de la Fête des mères, que Gérard Paquet (le directeur du Théâtre de Châteauevallon) commettait « une faute culturelle en accueillant le groupe Nique ta mère (NTM), qui porte atteinte à la dignité de la femme et de la mère ». Se remémore-t-on les manifs de Civitas, en 2011, contre les spectacles de Romeo Castellucci devant le Théâtre du Rond-Point et le Théâtre de la Ville, à Paris ?

L'entreprise de dédramatisation du Rassemblement national conduite ces dernières années par le parti d'extrême droite se poursuit même si, en mars dernier, Marine Le Pen s'étranglait à l'idée même qu'Aya Nakamura puisse chanter lors de la cérémonie des jeux Olympiques, en parlant d'« humiliation du peuple français ». Chassez le naturel, il revient au galop...

L'accès aux œuvres de l'esprit pour tous n'est pas le problème du RN. Au contraire.

Au niveau local, le RN tient toujours à faire des villes qu'il dirige des laboratoires pour la culture. Lorsqu'il est devenu maire de Perpignan (Pyrénées-Orientales), en 2020, Louis Aliot, à peine arrivé, a débarqué le directeur de l'Archipel, tout en rabotant de 350 000 euros la subvention municipale allouée à cette scène nationale. Sur le coup, beaucoup s'en sont émus, et puis les choses en sont restées là. Épuisement républicain ? Fatigue citoyenne ? En 2023, il propose d'accueillir les Déferlantes à Perpignan, mais les organisateurs finissent par renoncer devant le refus d'Indochine et de Louise Attaque de se produire dans une ville RN. Aliot fait profil bas. Il remplace le Festival du street art, dont l'équipe et la programmation lui déplaisent, par « la Culture à l'air libre »... et ça passe. Il se garde toutefois de toucher au festival Visa pour l'image, dont la renommée internationale est jugée bonne pour le prestige de la ville. Rachida Dati y a même assisté cette année, contrairement aux précédentes ministres de la Culture.

Pas de vague. Louis Aliot qui, autrefois, fustigeait les régionalismes se fait désormais le paragon du catalanisme. « Perpignan n'est plus la Catalane mais le premier magistrat le deviendrait-il ? » (sic) s'interroge

l'Indépendant, qui rend compte, dans son édition du 20 janvier dernier, des vœux du maire de Perpignan au monde de la culture. Régionalisme, nationalisme... tous les chemins sont bons à prendre pour conquérir le pouvoir. Une stratégie pour infuser ses idées à tous les étages, saper



Le parc du Puy du Fou, aux Epesses (Vendée). Une réécriture permanente de l'histoire à des fins idéologiques. PASCAL AVENET/HEMIS/AFP

les fondamentaux de la politique culturelle sans en avoir l'air, en catimini. Le RN reproche au monde de la culture sa politisation, sous-entendu ses partis pris de gauche. « Fondamentalement, les axes forts de la politique culturelle du RN demeurent la privatisation du service public de l'art et de la culture et de l'audiovisuel », résume Alain Hayot, sociologue, spécialiste de l'extrême droite, coresponsable de la commission culture du PCF.

UNE LECTURE IDENTITAIRE DU PATRIMOINE

Sur le front des droits sociaux, si le RN ne prône pas ouvertement la suppression de l'intermittence, il reprend à son compte l'argument du Medef qui laisse entendre que les travailleurs du pays se saigneraient pour ces « privilégiés ». C'est toujours la faute des autres. « Pour ce parti, poursuit Alain Hayot, la culture, c'est du pain et des jeux. La création, l'innovation, c'est pour une élite. » Et voilà comment on installe

un fantasme, celui de l'élite contre le peuple. La machine à alimenter la peur, la haine et la violence est en marche. La culture serait cet entre-soi qui exclurait toute une partie de la population. Façon de nier tout le travail de l'ombre réalisé par les artistes dans les théâtres publics, les musées, les cinémas municipaux auprès des enfants, des collégiens, des lycéens, des associations. Le RN a une seule obsession : la « priorité nationale » qu'il entend aussi appliquer à la culture. Car le champ de la culture résiste encore. Les idéologues du RN ont lu Antonio Gramsci dans le texte ; ils savent que la conquête du pouvoir passe par celle de l'hégémonie culturelle. Contre l'universalisme, la liberté de création, l'éducation populaire, le RN ne jure que par le patrimoine. Une vision fossile de la culture, une rhétorique qui repose sur une lecture identitaire de notre histoire. Le Puy du Fou est son modèle. Il faut amuser le peuple, réécrire l'histoire à coups de sons et lumières. L'accès aux œuvres de l'esprit pour tous

n'est pas le problème du RN. Au contraire. Il veut s'emparer du champ symbolique de la culture pour imposer sa domination. En stigmatisant les « élites », il flatte les plus bas instincts. « Il n'a d'autre ambition que de construire une société obscurantiste et xénophobe », remarque Alain Hayot.

À Hayange (Moselle), le maire RN a créé de toutes pièces une Fête du cochon ; il a fait repeindre en bleu-blanc-rouge une sculpture en hommage aux mineurs. À Béziers (Hérault), Robert Ménard a été le premier à organiser des colloques avec des « conférenciers patriotes », un cycle inauguré par Éric Zemmour. À Perpignan, la municipalité a accueilli il y a quelques semaines le « Premier printemps de la liberté d'expression », un « salon » où se sont pressés Michel Onfray, Éric Naulleau, Henri Guaino pour dénoncer d'une même voix « wokisme » et « islamisme » (lire notre édition du 5 mai 2024). Inutile de se montrer trop provocateur dans son programme, les militants s'en chargent. L'été dernier, au Festival d'Avignon, les comédiennes du spectacle *Carte noire nommée désir* ont été agressées dans la rue par une poignée de nazillons. Sur les réseaux sociaux, les complotistes se démènent pour soutenir *Vaincre ou mourir*, une fiction révisionniste sur les guerres de Vendée, inspirée d'un spectacle du Puy du Fou et coproduite par Canal Plus, la chaîne de Vincent Bolloré.

On le voit bien, le RN n'a d'autre ambition que le nivellement par le bas. Il flatte le peuple quand, en réalité, il le méprise. Au Nouveau Front populaire de porter haut une vision de l'art et de la culture audacieuse, joyeuse et émancipatrice. ■

MARIE-JOSÉ SIRACH

MOBILISATIONS LA DÉFENSE DE LA LIBERTÉ DE CRÉATION PASSE PAR LA RUE

Près de 1700 manifestants se sont rassemblés à Paris, jeudi, à l'appel des organisations syndicales (CGT spectacle, CGT culture, Snapac-CFDT, CFDT culture, F3c-CFTD et SUD culture), et des syndicats d'employeurs (Profedim, SCC, SNSP, Synavi, Syndeac et Fnar) « pour

la culture et contre l'extrême droite », « dans les urnes et dans la rue ». Des manifestations étaient aussi organisées à Marseille, Grenoble, Lille, Nancy et Orléans. Ces rassemblements avaient pour but de défendre la liberté de création et de protéger le secteur culturel

des coupes budgétaires prévues par l'extrême droite. « Elles entraîneraient la fermeture d'une compagnie sur deux et l'annulation de 2 000 spectacles en France », avertit Philippe Gautier, du Snam CGT. Des appels à faire barrage au RN se multiplient dans les différents champs culturels.

« Ici, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, le RN, "on a essayé" »

À l'occasion de la Fête de la musique, retour sur l'inquiétude du monde de la culture face à l'ascension de l'extrême droite. Un milieu qui avait déjà entamé une réflexion autour de la recrudescence des cas de censure. Exemple dans un territoire gangrené mais combatif.



Dans une circonscription occupée par un député du Rassemblement national, le directeur des « Notre projet n'emporte pas l'adhésion. Cela nous pousse à renforcer nos actions de pédagogie »

Arles (Bouches-du-Rhône), envoyée spéciale.

Au début, bien sûr, la tentation est forte de rester dans son coin ou de cantonner la conversation à ceux que l'on connaît. Repas et rosé faisant, les langues se délient à l'ombre du jardin d'été. Une main tend la spécialité qu'elle a concoctée spécialement pour ce repas de quartier, une autre propose les olives fraîchement achetées au marché. L'échange vient des quatre coins du monde. Scène ordinaire d'un mois de juillet, lorsque les Suds à Arles invitent les habitants à la rencontre. C'est même la vocation première de ce festival des musiques du monde, ancré dans le territoire depuis 1996, mais « résolument tourné vers l'Autre avec un grand A », selon les mots de sa fondatrice, Marie-José Justamond. Elle poursuit : « Même si on ne peut pas tout résoudre avec la culture, elle permet à chacun de mieux se connaître. C'est un complément de l'éducation. »

Comme dans de nombreuses structures culturelles, l'annonce des résultats des européennes, le 9 juin, puis de la dissolution de l'Assemblée nationale, a suscité

colère et révolte. Au cœur de la circonscription d'Arles, déjà occupée par un député du Rassemblement national (RN) et où les listes d'extrême droite ont cumulé 43 %, l'inquiétude est palpable. « Ce résultat interroge le modèle de société que l'on défend, qui va à l'encontre de la ségrégation et de toute hiérarchie. Notre projet n'emporte pas l'adhésion mais il n'est pas question de le changer. Cela nous pousse au contraire à renforcer nos actions de pédagogie et de sensibilisation », insiste Stéphane

REPORTAGE

Krasniewski, le directeur des Suds à Arles, qui ont toujours pris soin d'inclure l'ensemble du territoire : des quartiers populaires de Barriol et Griffeuille jusqu'à Salin-de-Giraud, en passant par la maison centrale.

« UNE INSTRUMENTALISATION AU SERVICE D'UNE IDÉOLOGIE IDENTITAIRE... »

Malgré une bonne participation post-Covid, la structure observe aujourd'hui une plus grande volatilité du public. Stéphane Krasniewski interroge « le caractère anxigène de la période ». D'un point de vue pratique, les législatives anticipées bousculent également l'organisation, déjà compliquée par les JO, l'Euro de football et les européennes qui ont réduit les possibilités d'affichage et de visibilité. Le festival, dont la 29^e édition s'ouvrira au lendemain

du deuxième tour, le 8 juillet, organise 42 stages et master class dans les écoles transformées en bureaux de vote. « Les services municipaux sont sursollicités mais on parvient à trouver des solutions grâce à leur mobilisation », rassure le directeur des Suds.

À l'échelle de la région Paca, les professionnels du spectacle ont appelé à défilé, samedi dernier, à Marseille : « Il nous est dit de l'extrême droite : "On n'a pas essayé..." Ici, en Provence-Alpes-Côte d'Azur, "on a essayé" et, depuis 1995, certaines municipalités (Toulon, Orange, Fréjus, Vitrolles...) ont fait, ou font l'expérience de l'extrême droite. Avec des conséquences connues : diminution drastique des financements, (...) instrumentalisation de la vie associative au service d'une idéologie identitaire, reprise en main des programmations et des contenus culturels », expliquait l'intersyndicale.

Dans la foulée des régionales de 2015, qui avaient vu s'affronter droite et extrême droite lors du second tour, Marion Maréchal avait laissé entrevoir sa vision de l'art lors de l'université d'été du Front national : « Dix bobos qui font semblant de s'émerveiller devant deux points rouges sur une toile. » Malgré le manque de visibilité

du projet actuel du RN sur la culture – au-delà des menaces sur l'intermittence, qui constituent un sérieux indice quant aux attaques en préparation contre l'exception culturelle – et les questions autour de la pérennité d'une offre ouverte, les structures font face à des interrogations

Les menaces sur l'intermittence constituent un sérieux indice quant aux attaques en préparation.

quant aux subventions. « La question se pose pour nous depuis 2015, alors que la région est notre premier partenaire. Elle n'a toujours pas été tranchée. Soit on accepte les fonds, au risque de l'instrumentalisation, soit nous faisons face au risque de censure. Avoir un édi-

torial écrit par un élu RN dans notre brochure, accepter de leur donner une tribune lors de notre conférence de presse... c'est tout de même compliqué », juge Stéphane Krasniewski, qui siège également au Syndicat des musiques actuelles (SMA).

Au niveau national, le SMA a entamé une réflexion autour de la recrudescence des cas de censure après des actions de l'Action française ou de Civitas contre des spectacles qui ont entraîné leur interruption. « Désormais, le risque qui plane est celui de l'autocensure pour éviter ces attaques », admet Stéphane Krasniewski. Un climat qui a toutefois poussé les structures à se



Suds à Arles, Stéphane Krasniewski, souligne :
et de sensibilisation ». FLORENT GARDIN/LES SUDS

coaliser, à trouver des réponses collectives. Le ministère de la Culture a ainsi répondu à leur demande de nomination d'un médiateur à même d'être saisi en cas d'atteinte à la liberté d'expression.

LA NOSTALGIE D'UNE PROVENCE PURE QUI N'A JAMAIS EXISTÉ

Le festival des Suds a toujours marché sur deux jambes par la mise en valeur conjointe des musiques du monde et des cultures du Bassin méditerranéen et du pays d'Oc via des artistes comme Jan-Maria Carlotti, Manu Théron et Sam Karpينيا. « Nous sommes allés avec eux à l'étranger, ce qui est une manière de valoriser notre culture. Il y aurait peut-être moins de frustration si on envisageait ce monde provençal comme une ouverture sur le monde », relève Marie-José Justamond. La nostalgie d'une Provence pure qui n'a jamais existé est pourtant au cœur du projet de certains groupes identitaires caressés dans le sens du poil par toutes les nuances de la droite locale. L'ouverture d'un « Puy du Fou provençal », en 2021, concrétisait ainsi une idée de Marion Maréchal. À Arles, entre les bras du Rhône qui s'offrent à la Méditerranée, la musique permettra toutefois d'autres manières d'écouter le monde. Une fenêtre pour apprendre à mieux vivre ensemble. ■

LINA SANKARI

« Les musiques du monde sont des armes essentielles contre l'obscurantisme »

Directrice du festival Convivencia, Cécile Héraudeau préside également le réseau Zone Franche, fédérant 219 structures qui travaillent à défendre les musiques du monde. Elle alerte sur les dangers que fait peser le Rassemblement national sur la diversité culturelle.

Comment vous organisez-vous face à la montée du RN ?

Par un vrai maillage territorial et le souci de transmettre ces musiques avec des artistes qui mettent souvent en avant leur héritage et tiennent des discours engagés, contre le racisme, en soutien aux luttes des personnes LGBT, ou encore sur le réchauffement climatique. Des idées et paroles qui permettent d'aller vers un mieux-vivre ensemble.

Des acteurs de Zone Franche sont depuis longtemps confrontés à l'extrême droite. Avez-vous des retours d'expérience ?

Très peu travaillent avec des mairies RN, sauf à Perpignan (Pyrénées-Orientales). C'est très compliqué de continuer à défendre la diversité culturelle dans ces territoires. Il faut qu'on se mobilise plus que jamais pour faire ce travail de terrain auprès des habitants, car ce sont elles et eux qui votent. Les milieux de l'art et de la culture ont un grand rôle à jouer dans ce contexte délétère de repli sur soi, spécifiquement en ce qui concerne les musiques du monde qui cultivent l'ouverture aux autres. Ces musiques sont essentielles, au niveau politique et social, et vont bien au-delà du simple concert.

Votre réseau est adossé à une charte des musiques du monde. En quoi s'oppose-t-elle aux idées véhiculées par l'extrême droite ?

À travers cette charte, nous défendons la reconnaissance et la valorisation de toutes les expressions culturelles. Nous considérons que les échanges interculturels ou inter-identitaires, les musiques et les cultures du monde sont des armes essentielles contre l'obscurantisme, le repli et l'uniformisation que promeut l'extrême droite.

Avez-vous senti un changement de comportement des pouvoirs publics ?

C'est effectivement devenu de plus en plus compliqué de défendre ces créations. Certains élus locaux qui pensent faire plaisir à leurs électeurs ne veulent pas les déranger avec ces musiques. Et il y a de moins en moins d'émissions spécialisées sur les musiques du monde. Étant moins entendues, elles sont moins repérées et diffusées sur les scènes, donc moins accompagnées financièrement.

Dans les semaines à venir, que comptez-vous faire ?

Nous participons à une mobilisation collective avec les autres réseaux et syndicats du secteur musical.

On a déjà lancé un appel collectif à la mobilisation pour faire barrage dans les urnes à l'extrême droite. Et nous sommes en train de discuter de la suite. Nos actions sont surtout relayées par nos membres, très présents sur les territoires et qui se mobilisent de différente façon pour encourager les publics à aller voter. On sent tous que notre rôle est d'autant plus important

dans ce contexte-là.

Allez-vous prendre date après les législatives ?

Quel que soit le résultat de ce scrutin, il va falloir continuer à se mobiliser. Je crois vraiment à la force du collectif, absolument nécessaire pour relever les défis qui nous attendent ces prochaines semaines, ces prochains mois et années. Plus que jamais, il faudra se fédérer pour défendre ces musiques. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR CLÉMENT GARCIA



CÉCILE HÉRAUDEAU
Directrice du festival Convivencia



Le 20 juin, les professionnels de la culture ont manifesté contre l'extrême droite, ici à Paris. SAMIR MAOUCHE POUR L'HUMANITÉ

Chez Viktor Orban, la musique entre censure et autocensure

Budapest (Hongrie), envoyée spéciale.

Le Forum d'union civile a des goûts musicaux éclectiques. À l'occasion des européennes et municipales du 9 juin en Hongrie, l'instance, financée par le Fidesz, le parti de Viktor Orban, n'a pas lésiné sur les moyens. Dans Budapest s'affiche, en 4x3 m, une photo iconique du groupe punk, Dead Kennedys, le sigle dollar sur le torse. Les visages ont été remplacés par ceux de représentants de l'opposition supposément biberonnés à l'argent occidental. On peut y lire : « La gauche financée par le dollar, achetée au kilo. » La réponse des Californiens fut aussi claire que cinglante : « Cette photo nous a été volée par les fous furieux d'extrême droite qui dirigent la Hongrie. Aucun doute qu'ils veulent aussi leur propre peuple. »

« NE PLUS EXPRIMER DE POINTS DE VUE POLITIQUES »

Le gouvernement hongrois aurait pourtant dû faire preuve de plus de prudence vis-à-vis du punk après l'invitation faite au groupe Piska, furieusement anti-Orban, à une opération de soutien aux musiciens en février 2021, lorsque le Covid frappait les artistes de plein fouet. Comme à son habitude, le leader, Feri, est arrivé sur scène flanqué d'un tee-shirt siglé du nom du milliardaire George Soros, bête noire du chef du gouvernement, et accompagné d'un clown pour moquer la propagande du pouvoir entre chaque titre. Le tout auréolé d'un joli cachet. « Durant la pandémie, des montants sans précédent ont été versés aux musiciens et aux producteurs pour leur permettre de continuer d'enregistrer, de sortir des clips et même de tourner à l'étranger. Certains sont devenus totalement dépendants de ce programme » et, par ricochet, du pouvoir, relève Emilia Barna, professeure associée à l'université de technologie et d'économie de Budapest. Le clown a depuis été passé à tabac en bas de chez lui et l'histoire ne dit pas ce qu'il est advenu du programmeur de l'office de tourisme, dirigé par Rahel Orban, la fille du premier ministre, qui organisait les tournées.

Depuis, la censure veille. Et l'autocensure se charge de faire le reste. « Même si ce n'est pas explicite, les musiciens tendent à ne plus exprimer de points de vue politiques ou seulement ceux qui répondent à

En Hongrie, le gouvernement a profité du Covid pour orienter un flot inédit de subventions vers les groupes qui servent son agenda nationaliste, au plus grand bonheur des structures culturelles détenues par les proches du pouvoir.

REPORTAGE



Le 24 avril, à Budapest. Sur les affiches du Fidesz, parti de Viktor Orban, le slogan indique que la gauche, financée par le dollar, « a été achetée au kilo ». ATTILA KISBENEDEK/AFP

l'agenda nationaliste pour ne pas s'aliéner les subventions », constate Emilia Barna. La littérature et les beaux-arts marchent également au pas. L'enveloppe alléchante de 62 millions d'euros visant à financer la création devait permettre, selon le commissaire à la Culture, Szilard Demeter, d'exprimer « la vision et l'expérience historiques » du pays d'Europe centrale. « Dans la féroce guerre qui se joue, poursuivait-il, la question est de savoir si elle aura disparu dans cent ans. » Cette bataille culturelle s'inscrit dans le droit-fil de l'obsession nationaliste entretenue par les troupes de Viktor Orban autour du traité de Trianon de 1920, au cours duquel le pays fut dépossédé des deux tiers de son territoire.

UNE SORTE DE COLDPLAY NATIONALISTE ET RÉTROGRADE

Le 4 juin, qui marque la commémoration du traité honni, était l'occasion toute trouvée, en 2020, pour rendre officiel l'acte de nomination de Szilard Demeter. La controverse n'a pas tardé à pointer le bout de son nez lorsque les premiers groupes furent sélectionnés pour enregistrer des lives diffusés sur les plateformes de streaming. « La plupart de ces entreprises sont détenues par des proches du pouvoir », précise Emilia Barna. Organisés principalement dans les villes dirigées par le Fidesz, les concerts s'inscrivaient en réalité dans le cadre de campagnes électorales au profit des élus locaux qui ne se sont pas privés de décrocher leurs selfies avec les artistes subventionnés.

Si l'esthétique musicale n'a pas forcément évolué, les radios se sont vues submergées de titres exaltant la mère patrie ou fustigeant l'identité de genre. Certaines chansons du groupe Ismerős Arcok évoquent ainsi les liens du sang des Magyars d'outre-frontière répartis dans les pays voisins. Elles sont conçues comme des hymnes taillés pour les stades et facilement repris par les foules. Une sorte de Coldplay nationaliste et rétrograde. « L'un de leurs titres est presque devenu le second hymne national. On l'entend dans les pubs et lors des mariages. Orban l'a même posté sur les réseaux sociaux », ajoute la chercheuse. Dans ce paysage, une scène underground hip-hop et punk tente de faire entendre sa voix et de délivrer d'autres messages, de manière plus confidentielle. Loin des flots de subventions et des goûts pas si éclectiques du Forum d'union civile. ■

LINA SANKARI

Des voix pour le Nouveau Front populaire



L'alternative au bloc bourgeois capitaliste

PATRICK LE HYARIC ANCIEN DIRECTEUR DE L'HUMANITÉ

Les réalités politiques sont souvent cachées par les apparences que cultive le méli-mélo médiatique. À s'y fier, nous aurions à choisir entre trois options en vue de l'élection de la nouvelle Assemblée nationale, le 30 juin. Or, si on raisonne à partir des intérêts de classe et de la nécessité de donner un nouveau souffle à la République sociale, démocratique et écologique, le choix se résume à deux blocs. L'un d'eux, sous différentes combinaisons et combines, jusqu'à la cohabitation institutionnelle entre le macronisme et le RN/FN, défend les intérêts du grand capital. L'autre, le Nouveau Front populaire, se place au service de l'intérêt général, du travail, de la bifurcation écologique, de la respiration démocratique, de l'égalité entre les femmes et les hommes au travail comme dans la cité, de l'antiracisme et de l'antisémitisme, et du combat pour la paix. Ces blocs ne sauraient faire oublier la masse des abstentionnistes qui composent la moitié du corps électoral, dégoûtés par la politique, les engagements non tenus, les divisions et diversions. Ils peuvent, grâce à la nouvelle offre de la gauche politique, sociale, syndicale, associative, culturelle et écologique, se mobiliser pour donner une majorité au Nouveau Front populaire, plaçant au centre des enjeux la rémunération et la souveraineté du travail et au travail. Si la bataille est si tendue et le dénigrement des forces de gauche et de leur programme législatif si caricatural, c'est précisément parce que cette unité de qualité nouvelle déjoue les plans du fondé de pouvoir de la haute bourgeoisie qui misait sur la division à gauche pour promouvoir une « union sacrée » autour des intérêts du capital. Pour parvenir à ses fins, le locataire de l'Élysée n'hésitera pas à construire un nouveau compromis entre un libéral-capitalisme autoritaire et le national-capitalisme, indispensable pour garantir la survie du système. Le basculement d'au moins la moitié des adhérents du parti de droite et le refus des ministres, tout comme du chef de file LR aux européennes, de dire qu'ils choisiraient de battre l'extrême droite lors du second tour,

le 7 juillet, face à des candidats du Nouveau Front populaire en est l'illustration. C'est le scénario italien, où la droite berlusconienne et le parti mussolinien de Méloni gouvernent ensemble pour le libéralisme économique, l'Europe du capital et l'atlantisme.

Au cœur des contradictions d'un capitalisme en crise, force est de constater que droite, macronisme et extrême droite ont toujours les mêmes ennemis : les travailleurs, le progressisme et l'écologie. Les seaux d'eau que jette le RN/FN dans son vin ces derniers jours à la demande du grand patronat sont un indicateur fiable de cette convergence. Évidemment, le bloc bourgeois-capitaliste n'est pas monolithique. Il se présente dans le cadre d'une compétition électorale. Mais ces apparences cachent les intérêts de classe qui les guident. La diabolisation de l'extrême droite, la reprise méticuleuse de ses idées, de sa grammaire, de son vocabulaire dans les lois immigration et séparatisme, le projet de revenir sur le droit du sol, la chasse aux plus pauvres traités « d'assistés », le refus d'augmenter les salaires au profit d'une baisse des cotisations ouvrant la voie à la destruction de la Sécurité sociale, la remise en cause du statut de la fonction publique, les attaques de différents niveaux contre le service public de l'audiovisuel, le mépris des syndicats et des associations, la promotion des hiérarchies naturelles, les flirts communs avec le concept de « préférence nationale », la répression des syndicalistes comme des écologistes, les campagnes contre tout mouvement d'émancipation baptisé du fameux mot wokiste constituent leur dangereux programme commun. Le seul bulletin de l'alternative pour tout démocrate et républicain est celui des candidats du Nouveau Front populaire. Ils doivent avoir pour garantie que la nouvelle majorité soit placée sous leur contrôle et être associée étape par étape au processus de changement. Front populaire doit être synonyme de mouvement du peuple uni pour changer la vie. C'est la condition indispensable pour faire reculer de manière nette et durable l'extrême droite. ■



La République, c'est nous

OLIVIER BARBARANT POÈTE

Mon pays ce printemps fleuri du beau miracle des corps divers
Aux cheveux d'or ou bien d'ébène
Aux chairs de lait de café ou de caramel
Sous la lèvre leur goût de paille ou de piment
Mon pays au nez plongé dans les vents verts de l'ouest
Au col couvert d'une écharpe des Pyrénées
À la nuque baignée d'azur
Mon pays au front populaire
Ma terre au bout de l'Occident
Aux rivages d'algue et d'oursin
Que relie à l'Afrique un large rail d'eaux bleues
Mon pays blessé qu'on a privé de sa devise
Pour être toi-même
Il te faut recoudre
La fraternité

EDMOND BAUDOIN DESSINATEUR



De la riposte à l'extrême droite à l'union syndicale

Dès le lendemain des émeutes du 6 février 1934, les syndicats font front contre l'extrême droite. D'abord séparément, ils vont, sous la pression de la base et avec la constitution du Front populaire, cheminer vers l'unité qui conduira à la réunification de la CGT et de la CGTU.



Des grévistes agitant des banderoles de la SFIO, le 12 février 1934. TALLANDIER/BRIDGEMAN IMAGES

« **A** lerte ! Tenez-vous prêts à toute action sur mot d'ordre confédéral. Gouvernement démissionnaire, libertés publiques menacées, organisez sans délai manifestation avec tous groupes de gauche. » Le 7 février 1934, le télégramme de Léon Jouhaux aux unions départementales (UD) de la CGT témoigne de la réactivité des « confédérés » à l'émeute d'extrême droite de la veille. Le régime tient, mais le renoncement de Daladier à diriger le gouvernement permet un virage à droite sous couvert d'« union nationale ».

Le 7, donc, la CGT appelle à la grève générale pour le 12, « contre les menaces de

fascisme et pour la défense des libertés publiques ». Le 9, la manifestation interdite de la CGTU et du PC est l'occasion de nouveaux affrontements. Le 10, ces deux organisations se rallient à l'action du 12. Ce jour-là, le succès de la grève et la taille des cortèges font monter l'exigence d'unité, bousculant les réticences des appareils. À défaut de savoir quelles suites donner à la démonstration, les syndicats sortent confortés de la séquence, en premier lieu les « confédérés », dont les initiatives pallient les défaillances de la gauche politique éclatée en courants en apparence irréconciliables.

Les syndicats, divisés, sont au creux de la vague. En recul, la CGT totalise moins de 500 000 adhérents, contre 250 000 à la CGTU, sa rivale. Il faut encore compter avec les syndicats « autonomes », tandis que la

CFTC, que son identité chrétienne tient à l'écart, peine à conserver les 150 000 adhérents de 1932. Forte de sa supériorité numérique, la CGT affiche un réformisme robuste, rétif à l'action directe, institutionnalisé et porteur de projets. Issue de la matrice syndicaliste révolutionnaire, la CGTU et ses « unitaires » en cultive la combativité, mais en rejette la farouche indépendance pour afficher ses liens avec le Parti communiste.

En février, chaque confédération campe sur ses positions. La CGTU, adepte du front unique à la base, dénonce la « démagogie antifasciste » des « confédérés », lesquels récusent l'unité d'action au profit d'une fusion organique aux allures d'absorption. Gagnée aux thèses planistes, la direction de la CGT combine revendications ouvrières – salaires, 40 heures, congés payés... –,

grands travaux et réformes de structure – nationalisation du crédit, contrôle des banques et des industries clés, planification démocratique. En septembre 1934, elle adopte un « plan de rénovation économique ». Audacieux, mais technocratique, le document s'attire les foudres de la CGTU, sans enthousiasmer les gros de ses syndiqués en quête d'objectifs plus concrets et immédiats. La SFIO a d'autres priorités.

L'appel à « l'action commune » lancé par Thorez le 30 mai 1934 a débouché, en effet, sur la signature d'un pacte d'unité d'action PS-PCF, qu'il est question d'étendre aux radicaux. Détachées des échéances électorales, les relations intersyndicales sont moins fluides. À la suite du tournant communiste, la CGTU obtient l'amorce d'une négociation épistolaire avec la CGT, interrompue dès la mi-juillet. À la base, des syndicalistes, confrontés aux rigueurs des décrets-lois gouvernementaux, s'impatientent. Des « syndicats uniques » voient le jour, notamment chez les cheminots. Le courant finit par atteindre l'échelon des fédérations et des UD, en particulier dans les chemins de fer, les services publics et parmi les fonctionnaires.

Les initiatives des « confédérés » pallient les défaillances de la gauche politique éclatée en courants en apparence irréconciliables.

Sur la défensive, les dirigeants « confédérés » lâchent du lest. Les discussions avec la CGTU reprennent le 9 octobre 1934. Trois questions retiennent l'attention : l'indépendance syndicale, l'existence de fractions politiques, le cumul de responsabilités syndicales et partisans. Huit rencontres se succèdent jusqu'en septembre 1935. Au cœur de l'été 1935, les principaux points litigieux semblent surmontés. Dynamisé, le processus de fusion autorise la convocation, le 28 janvier 1936, d'un Comité confédéral national auquel participent les représentants de 47 fédérations et 88 UD unifiées. Le congrès réuni à Toulouse, du 2 au 5 mars, scelle l'unité. Il confirme aussi l'avantage des « confédérés », qui recueillent les deux tiers des mandats. La discussion sur le programme et l'action s'achève néanmoins par la double réaffirmation unanime du soutien de la CGT au programme du Front populaire et de sa fidélité au plan de 1934.

Toulouse n'efface pas quinze années de division. Dans les profondeurs du salariat, pourtant, les effets de la réunification ne tardent pas à se faire sentir. Depuis 1935, les grèves reprennent de l'ampleur et renouent avec le succès. En mai 1936, la CGT repasse le seuil du million d'adhérents. Après la victoire électorale, une formidable mobilisation ouvrière et syndicale consacra la portée historique du Front populaire. ■

MICHEL PIGENET
HISTORIEN

Auteur de *L'État contre les syndicalistes ?*, l'Arbre bleu, 2023.

«Des jeunes gens antisémites, ça existe? Il y a donc des cerveaux neufs, des âmes neuves, que cet imbécile poison a déjà déséquilibrés?» Émile Zola

L'HOMME DU JOUR



Jean-François Soussana

L'agronome de 65 ans, docteur en physiologie végétale et spécialiste de la santé des sols, prend la tête du Haut Conseil pour le climat (HCC). Il aura la charge de cet organisme indépendant qui a pour mission d'évaluer l'action climatique de la France. Vice-président de l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, l'un des organismes ayant participé pendant plus de vingt ans aux rapports du groupe d'experts du Giec, il va donc succéder à la climatologue franco-canadienne Corinne Le Quéré. Le nouveau mandat de cinq ans du HCC «constitue une perspective importante d'assurer l'évaluation des politiques publiques concernant le changement climatique, qu'il s'agisse des impacts, de l'adaptation et de l'objectif de décarbonation de la France», a réagi Jean-François Soussana auprès de l'AFP. ■

VADIM KAMENKA



CACTUS 40

Nvidia et le pognon de dingue

Avec 3 335 milliards de dollars, le concepteur de puces informatiques est devenu l'entreprise la plus valorisée au monde. Nvidia n'a pourtant que 26 000 salariés et aucun site de production, mais pèse désormais bien plus que le PIB français. Si on se demande où trouver de l'argent avant que la bulle n'éclate...



C'EST UN MONDE

Les Tables feront la loi à l'école

Le gouverneur républicain de Louisiane, Jeff Landry, a promulgué, ce 20 juin, une proposition de loi afin que les «dix commandements» soient affichés dans les écoles publiques de l'État dès l'année prochaine. Une décision qui «viole la séparation de l'Église et de l'État», fustigent les défenseurs locaux des droits de l'homme.

L'œil de Soph'

PARTOUT EN FRANCE ON A MANIFESTÉ
CONTRE L'EXTRÊME DROITE _



LA BONNE NOUVELLE Le cinéma parisien la Clef va rouvrir ses portes!

Enfin, le cinéma la Clef est sauvé. Après cinq ans d'occupation, de luttes et de négociations, les militants du collectif la Clef Revival ont réussi à sceller le rachat, pour 2,35 millions d'euros, du bâtiment qui abrite ce lieu emblématique du 7^e art parisien, dans le 5^e arrondissement. Certes, un incontournable désamiantage, la rénovation de l'installation électrique, de la plomberie et de la ventilation repoussent l'ouverture définitive à l'année prochaine. Néanmoins, une ouverture éclair va offrir du 27 au 30 juin un avant-goût du futur

de ce cinéma avec quatre jours de projection et de festivités à prix libres. Car la Clef se veut un lieu de diffusion de films rares, programmés collectivement. En outre, dans les espaces inaccessibles au public, des salles de postproduction sont ouvertes à de jeunes cinéastes et à de petites sociétés de production. Une autre salle, réservée aux activités de l'association, va servir entre autres à la réalisation de ciné-tracts, à l'accompagnement des pratiques amateur et à des formations gratuites au montage. ■

MICHAËL MELINARD



L'ACTUALITÉ SUR L'HUMANITÉ.FR

Justice La ministre et ex-députée européenne Rachida Dati, soupçonnée d'avoir fait du lobbying au Parlement européen pour Renault-Nissan, est mise en examen depuis 2021 pour «corruption» et «trafic d'influence». Si elle prétend avoir été l'avocate du groupe à l'international, de nouveaux témoignages recueillis par France Info fragilisent sa ligne de défense.

Migrations La Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (Ecri) a rendu son rapport annuel. Six millions de personnes déplacées par la guerre en Ukraine, lutte contre la montée de l'antisémitisme en Europe en raison de la guerre à Gaza... L'Ecri appelle aussi à «prendre des mesures énergiques pour combattre le racisme et la discrimination envers les musulmans dans toute l'Europe».



LE BILLET DE MAURICE ULRICH

Leçon

On ne s'inquiétait pas vraiment du placard de François Fillon avec ses costards Arnys à 5 000 euros. Mais voilà qu'il en sort pour en tailler un à Emmanuel Macron dont la politique, dit-il dans une tribune de la presse quotidienne, «a produit une montée aux extrêmes». Son élection, «dans un contexte faussé par la mise en œuvre d'une procédure judiciaire sans précédent, a privé la France du débat démocratique équitable qu'elle méritait». Ce n'est pas tout. Il tient à nous mettre en garde: «L'extrême droite, malgré sa mue, n'est pas en mesure de redresser notre pays. Mais, pire qu'elle encore, l'extrême gauche, qui menace l'unité nationale, doit être implacablement sanctionnée par les urnes.» Voilà pour le second tour, même s'«(il) ne donne pas de leçons de vote à (s)es compatriotes. Mais pour autant, (il) les invite à ne pas perdre de vue l'intérêt national». Sachant tout de même qu'il siégeait entre 2017 et 2022 au conseil d'administration de deux sociétés russes, dont une dirigée par un oligarque proche de Poutine, on retient la leçon. ■



COUP DE PROJECTEUR

La lucidité de Villepin

Dominique de Villepin, ex-ministre des Affaires étrangères de Jacques Chirac, votera pour le Nouveau Front populaire, s'il apparaît le mieux placé pour faire barrage au RN. L'homme du discours de l'ONU de février 2003 dénonce la «banalisation du RN». Son arrivée au pouvoir constituerait «une menace pour notre pays».



COUP DE CŒUR

Léa Petit Scalogna primée

L'Association des journalistes de l'information sociale a annoncé, ce jeudi, décerner son prix 2024 à Léa Petit Scalogna, pour son enquête sur l'intimité des livreurs à vélo. En 2^e année de master à l'UJA de Bordeaux, Léa est journaliste en alternance à la rubrique capital-travail de l'Humanité. Toutes nos félicitations.

À Paris, le Nouveau Front populaire à l'assaut de la Macronie

LÉGISLATIVES Dans la capitale, l'alliance de gauche espère bien ravir plusieurs circonscriptions à Renaissance, dont celles détenues par deux poids lourds : Stanislas Guerini, ministre de la Fonction publique, et Clément Beaune, ancien ministre des Transports.

Entre ses deux campagnes législatives, deux années, pratiquement deux époques. « En 2022, la Macronie avait encore le vent en poupe », relève l'écologiste Léa Balage El Mariky, candidate du Nouveau Front populaire (NFP) dans la troisième circonscription de Paris. « Aujourd'hui, elle est en perdition et la dynamique est avec nous. Il y a quelque chose à faire. » Entre les étals du marché Ordener, dans le 18^e arrondissement de Paris, plusieurs militants naviguent à l'assaut de potentiels électeurs. Tous sont certains de pouvoir réussir un coup au soir du 7 juillet : sortir de l'Assemblée nationale Stanislas Guerini, macroniste de la première heure, ex-délégué général du parti présidentiel et actuel ministre de la Transformation et de la Fonction publiques. Et ce d'autant plus que seules 769 voix avaient séparés l'écologiste du ministre, en 2022. « Le temps est venu de les sanctionner, circonscription par circonscription, pour l'ensemble de leur œuvre », espère un militant plein d'appétit.

Au pied de la boulangerie La baguette gourmande, Sébastien Goua, 37 ans, chargé de la mobilisation, affiche

d'ailleurs un large sourire. « On est à la veille d'un nouveau jour, beaucoup l'attendent », assure-t-il. Pour preuve : la démultiplication des forces militantes derrière la candidate de gauche. Alors qu'elles n'étaient que 200 sur la boucle Whatsapp des « petites mains » prêtes à s'employer pour donner du souffle à sa campagne en 2022, 1 000 personnes en font désormais partie. Beaucoup de très jeunes, sans aucune expérience militante, et de plus âgées, « vieux engagés sur le retour ». L'espoir est là. Tout comme dans une autre circonscription clé qui peut elle aussi basculer à gauche : la septième de Paris, où Clément Beaune, ministre des Transports jusqu'en janvier dernier,

est défié par Emmanuel Grégoire, actuel premier adjoint d'Anne Hidalgo. Devant l'école Keller, alors que la sonnerie retentit, les militants débordent même du trottoir. « Dès la création de l'Union de la gauche, des centaines de personnes se sont manifestées pour nous aider. De tous les partis, de tout âge et de toute catégorie sociale, chacun veut prêter main-forte. La mobilisation est exceptionnelle », apprécie le socialiste.

Après avoir déposé sa fille, une mère de famille s'arrête. « Il faut que la gauche gagne. Si l'extrême droite passe, j'ai peur de l'avenir laissé à nos enfants. » Hochant la tête, le candidat explique que le RN ne fera rien de bon pour



REPORTAGE

Dans le 18^e arrondissement, le suppléant écologiste, Pierre-Yvain Arnaud, hèle sans relâche les passants.

les citoyens. « Ils n'ont aucune solution pour améliorer le quotidien : tout leur programme est condamnable sur le plan moral et pratique. Il ne fonctionnera pas. » Mais il mesure aussi que « si les classes populaires ont quitté la gauche, c'est parce qu'elle n'a pas suffisamment réussi à les convaincre », et appelle donc à faire la démonstration que le NFP peut changer la vie. « Ce que nous recherchons, c'est un vote d'adhésion. Il ne faut pas seulement faire barrage. » Et les militants du NFP de lister leur programme : fin de la casse sociale, lutte contre toutes les discriminations, meilleur accès au logement, mise en place d'un plan d'urgence pour sauver le service public, amélioration du système de santé...

Quelques stations de métro plus loin, Léa Balage El Mariky fait justement campagne devant l'hôpital Bichat, dont la qualité des soins s'est largement dégradée ces dernières années, faute de moyens suffisants. Il est désormais menacé de fermeture car jugé « trop vétuste »

« Pour gagner, il faut écouter la population, agir pour les gens et non pour le capital. »

LÉA BALAGE EL MARIKY,
CANDIDATE NFP DANS
LE 18^e ARRONDISSEMENT DE PARIS

par les autorités. À court terme, selon l'AP-HP, ses patients seront transférés dans le futur campus hospitalo-universitaire Grand Paris-Nord, à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), qui est également censé accueillir ceux de l'hôpital Beaujon de Clichy, lui aussi en difficulté. « La majorité ne répond pas aux besoins de la population,

regrette l'écologiste. Pire : elle abîme ce qui devrait lui permettre de vivre dignement. Dans ces conditions, ce n'est pas étonnant que la colère grandisse et favorise le RN, même ici », alors que le parti d'extrême droite grappille des points d'une élection à l'autre dans la capitale. « Pour gagner, il faut écouter la population, agir pour les gens et non pour le capital. Tout ce que ne fait pas la majorité macroniste », poursuit-elle.

« NOTRE PROGRAMME, C'EST CELUI DU BIEN COMMUN, IL FAUT CONVAINCRE EN MASSE »

De fait, Stanislas Guerini n'a cessé de malmenier la fonction publique, garante du service aux citoyens, quand Clément Beaune a poussé davantage la SNCF dans une logique marchande. « La gauche du macronisme n'existe pas. S'il est réellement de gauche comme il le prétend, Clément Beaune n'aurait jamais dû se représenter, il doit soutenir le Nouveau Front populaire. Son seul argument de campagne est de tirer la sonnette d'alarme en parlant uniquement des extrêmes. Mais les extrêmes, ce sont eux, les macronistes. Ils ont dissous l'Assemblée nationale, ils mettent le pays au bord du chaos... Et ils viennent nous donner des leçons sur la radicalité et la responsabilité ! » s'indigne Emmanuel Grégoire.

Devant le bar Le Cardinal, Pierre-Yvain Arnaud, adjoint écologiste à la mairie du 18^e, hèle sans relâche les passants : « Le Front populaire a besoin de vous ! » Grandes dames bourgeoises en pleines emplettes, jeunes bohèmes évanescents et ouvriers en quête d'un rapide casse-croûte se succèdent. Avec des réactions bien différentes : outrées, curieuses, ou désintéressées. « Il y a des trottoirs plus macronistes, d'autres populaires, se marre Cécile, 29 ans, militante verte et avocate. Mais nous, on parle à tout le monde. Notre programme, c'est celui du bien commun. Il faut convaincre en masse. » Tout le monde ? « Qu'ils aient cru au macronisme ou pas, les gens ont désormais bien compris quel était le projet de la majorité et les dégâts causés par celui-ci, souligne l'élue parisienne. C'est une politique de casse sociale et de destruction des services publics. Notre circonscription en sait quelque chose. » Et ici comme ailleurs, le NFP entend bien changer la donne. ■

ANTHONY CORTES ET MARGOT BONNÉRY



Éric Ciotti, président « Les Républicains », et son nouvel allié lepéniste, le 20 juin, à Paris. STEPHANIE LECOCQ/REUTERS

Devant les patrons, Bardella en opération séduction

ÉCONOMIE Le Medef organisait, ce jeudi, une audition des chefs de file aux élections législatives. Pour le président du Rassemblement national, l'enjeu était double : rassurer les élites industrielles et réciter son catéchisme libéral.

Deux pour le prix d'un. Au moment d'annoncer l'entrée de Jordan Bardella, la présentatrice tente une plaisanterie : « Eh bien, vous serez content d'apprendre que nous avons un invité surprise : M. Éric Ciotti. » Sous les ors de la salle Gaveau, en plein cœur du huppé 8^e arrondissement parisien, les entrepreneurs applaudissent poliment. Ce jeudi matin, les chefs de file des principaux partis et coalition pour les législatives venaient passer leur « grand oral » devant un aréopage patronal. Dans l'ordre de passage : Édouard Philippe, puis Boris Vallaud et Éric Coquerel, Jordan Bardella et Éric Ciotti, Bruno Le Maire, enfin Bruno Retailleau. Une sorte d'examen de bon élève libéral, sur fond d'inquiétude des patrons devant la possibilité d'une victoire du Rassemblement national ou (pire !) du Nouveau Front populaire (NFP). Dans le Figaro du matin, le président du Medef, Patrick Martin, avait annoncé la couleur : « Le programme du RN est dangereux pour l'économie française, la croissance et l'emploi. Celui du NFP l'est tout autant, voire plus. »

Place à celui que la salle bondée attend impatiemment, Jordan Bardella – Éric Ciotti n'étant là que pour jouer les faire-valoir. Un moment charnière pour celui qui est venu en opération séduction dans un contexte où une majeure partie des élites économiques bascule du côté de l'extrême droite. Il s'agissait donc de lever les dernières appréhensions. « J'ai compris qu'il fallait que je rassure les milieux économiques. » La présentatrice s'enquiert : « Si vous n'avez pas de majorité absolue, nommerez-vous un premier ministre technique, par exemple un chef d'entreprise ? » « Qui serait présent dans la salle ? » plaisante Jordan Bardella.

« LE BON SENS FRANÇAIS »

Mais la présentation du programme économique du RN tourne vite au meeting, le leader d'extrême droite usant de formules creuses et éculées : « Avec le NFP, c'est le Venezuela sans le pétrole, nous c'est le bon sens français. » Ou bien : « Mon projet est de remettre de l'ordre dans les rues et dans les comptes publics. » Sans oublier tout de même de caresser le patronat dans le sens du poil : « Trop de chefs d'entreprise

subissent la double peine. » Alors Jordan Bardella déroule ses propositions : baisses des impôts de production (déjà quasiment éliminés depuis 2017), heures supplémentaires défiscalisées, états généraux de la simplification pour « lever les contraintes qui pèsent sur la croissance ».

Quant aux finances publiques, le RN en est persuadé, il y a un éléphant sous le tapis. Avant toute mesure, Jordan Bardella demandera un « audit indépendant » des comptes. « Comment comptez-vous financer vos mesures ? » questionne un représentant du Medef. « Je veux revenir à la raison budgétaire. Mais nous avons déjà de nombreuses pistes d'économie, la fraude, l'immigration, la contribution au budget de l'UE », détaille-t-il. Une représentante du secteur de la boucherie met les pieds dans le plat : « Nos entreprises tiennent grâce aux travailleurs immigrés ! » Bardella bredouille quelques mots à côté du sujet, Ciotti embraille : « On doit avoir des réponses nationales. » Le président du RN sourit : « Excellent, c'était un moment de clarification. » Et de connivence, souvent. ■

BENJAMIN KÖNIG

Antisémitisme : le NFP face à un faux procès

ÉLECTIONS Depuis l'agression antisémite et le viol d'une enfant de 12 ans, droites et extrême droite alimentent les calomnies sur le Nouveau Front populaire. Son programme propose pourtant des moyens pour lutter contre les discriminations.



Au RN, trois candidats se sont déjà vu retirer leur investiture en raison de propos antisémites. DENIS ALLARD/LEEXTRA VIA OPALE.PHOTO

Un drame – antisémite et sexiste – et la machine à instrumentaliser se remet froidement en route. Le viol d'une enfant de 12 ans, insultée de « sale juive » selon son témoignage, par deux garçons de 13 ans, à Courbevoie (Hauts-de-Seine), n'a provoqué, en pleine campagne des législatives, ni décence ni retenue dans la partie droite de l'échiquier politique. Avec une cible : le Nouveau Front populaire (NFP).

Le maire LR de Meaux (Seine-et-Marne), Jean-François Copé, ne cille pas lorsqu'il assure que ce crime « explique l'immense colère des Français de confession juive (...) de voir l'extrême gauche prospérer sur des slogans tous plus ignobles les uns que les autres, qui effleurent l'antisémitisme et créent cette dynamique effroyable qui n'est rien d'autre que l'antisémitisme le plus pire (sic) qui

soit ». Marine Le Pen (RN), elle, invoque « la stigmatisation des juifs depuis des mois par l'extrême gauche à travers l'instrumentalisation du conflit israélo-palestinien ». Quant à Gabriel Attal, citant nommément Jean-Luc Mélenchon, il renvoie dos à dos gauche et extrême droite : « Les responsables politiques et partis politiques ont une responsabilité pour mettre des digues, pour

empêcher qu'un certain nombre de discours se banalisent. »

L'ensemble des responsables politiques du NFP ont pourtant tous condamné fermement ces violences. Du secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, dénonçant « un crime atroce qui nous rappelle une fois de plus que l'antisémitisme gangrène notre société et grandit dangereusement » à son homologue

VIOL DE COURBEVOIE UN RASSEMBLEMENT CONTRE LA HAINE

Des milliers de manifestants se sont réunis, jeudi soir, place de la Bastille, à Paris, contre l'antisémitisme et les violences sexuelles, à la suite du viol en réunion d'une jeune fille de 12 ans, samedi, à Courbevoie. Syndicats, associations et partis du Nouveau Front

populaire ont convergé. « La lutte contre l'antisémitisme n'est ni un facteur de division, ni l'occasion pour certains d'habiller de vertu leur haine. Elle fait partie intégrante du combat féministe et antiraciste », rappelle Hanna Assoulène, présidente

des Guerrières de la paix. « Les haines ne sont jamais résiduelles mais des obstacles sur le chemin de la construction d'une société fondée sur la solidarité et le triomphe de la sororité », affirme Dominique Sopo, président de SOS Racisme.

écologiste Marine Tondelier, laquelle affirme que « l'antisémitisme, les violences faites aux femmes, sont des plaies béantes de notre société ». Jean-Luc Mélenchon a fait de même, se disant « horrifié par ce viol à Courbevoie et tout ce qu'il met en lumière concernant le conditionnement des comportements masculins criminels dès le jeune âge, et du racisme antisémite ». Rien qui ne puisse arrêter la trumpisation du débat public où l'on confond bien volontiers défense de la Palestine et antisémitisme. Pour accrédi-ter leur thèse d'une prétendue haine des juifs à gauche, les opposants au NFP s'appuient sur des propos parfois ambigus d'une poignée de cadres de la France insoumise, dont Rima Hassan, qualifiant Israël de « monstruosité sans nom », ou Jean-Luc Mélenchon lorsqu'il a parlé d'un « antisémitisme résiduel ».

« Certaines expressions ne nous ont pas convenu mais il n'est pas antisémite. Sinon nous n'aurions jamais fait cette alliance », rappelle Ian Brossat (PCF). « Comme sur les violences sexistes et sexuelles, nous ne sommes pas parfaits mais nous luttons contre les impensés. Il y a parfois eu des mots qui ont pu blesser mais il n'y a pas, à gauche, d'antisémitisme structurel, assure l'écologiste Sandrine Rousseau. Les juifs ne risquent rien avec le NFP au pouvoir. Au contraire, nous mettrons en place des dispositifs pour les protéger car notre matrice est la lutte contre les discriminations. »

LES FAITS NE PÈSENT PAS BIEN LOURD

C'est même écrit noir sur blanc dans le programme commun : « Les actes racistes, antisémites et islamophobes (...) connaissent une explosion inquiétante, sans précédent. Aucune tolérance n'est de mise face à ces menaces et à ces comportements d'où qu'ils viennent. » La gauche prévoit notamment « un plan interministériel pour analyser, prévenir et lutter contre l'antisémitisme en France, notamment à l'école ». Mais les faits ne pèsent pas bien lourd dans cette bataille électorale 2024 où la gauche progresse dans les sondages.

« Cette instrumentalisation politicienne sert la dédramatisation de l'extrême droite, martèle Ian Brossat. En revanche, au RN, il y a des antisémites et des négationnistes notoires. » L'élu communiste fait référence à Frédéric Boccaletti, député sortant et réinvesti, qui tenait, à Toulon, une librairie négationniste.

Depuis deux jours, le parti fondé par des Waffen-SS est épinglé en raison du choix d'autres candidats, comme Louis-Joseph Pecher (« Juif qui parle, bouche qui ment, disait Voltaire. »), Jean-Pierre Templier (« Cette communauté nous dirige. Combien sont au gouvernement, à la tête des entreprises du CAC 40. Partout dans le monde, ils nous dirigent. ») ou Joseph Martin (« Le gaz a rendu justice aux victimes de la Shoah. »). Tous trois se sont vu retirer le soutien du RN. Un soutien initialement accordé parce qu'il s'agit « des dizaines voire des centaines d'investitures faites en quelques heures », a justifié Jordan Bardella. Comme quoi, il ne suffit que de « quelques heures » pour trouver des authentiques antisémites dans ce parti. ■

EMILIO MESLET

EN LUTTE



GRÈVE DANS L'ÉNERGIE

Des salariés de l'énergie étaient en grève, ce jeudi, à l'appel de la CGT, contre le projet de réforme de la grille des salaires, finalement suspendu. La mobilisation a occasionné des baisses de charge dans trois centrales nucléaires.

CLINIQUE EN LUTTE

Le personnel de la clinique d'Arcachon (Gironde) était à nouveau en grève, ce jeudi, à la suite de la mobilisation de mardi, à l'appel de la CFDT et de l'Unsa, afin d'exiger une revalorisation des salaires et leur harmonisation avec ceux du secteur public.

LES ÉBOUEURS AU FRONT

Après une première grève, à l'été 2023, les salariés de Laser Propreté étaient à nouveau mobilisés, ce jeudi, à Marseille (Bouches-du-Rhône). Tous réclament le paiement de salaires et de primes dus mais toujours non versés.

Métropole de Lyon, envoyé spécial.

Lyon, capitale de la résistance ? À première vue, la capitale des Gaules résiste tant bien que mal dans les urnes. Aux élections européennes, l'extrême droite, cumulée, était en deçà de 18 % de son score national. Mais avec la déflagration de la vie politique, après la dissolution de l'Assemblée, l'union départementale CGT a organisé, ce jeudi 20 juin, une grande journée de déploiement.

L'enjeu est de taille : trois travailleurs sur dix vivent à l'extérieur de la métropole, plus favorable au RN. À l'instar de Philippe Godineau. Chasuble rouge CGT sur le dos, cet habitant de Bourgoin-Jallieu, dans l'Isère, tient une diffusion de tracts au siège EDF de Lyon. Sa fédération, l'énergie, mobilise pour une révision des grilles salariales. L'occasion de distribuer du matériel, à l'heure de la pause-déjeuner, en faveur du « progrès social et populaire ».

« LE COMBAT UNITAIRE DOIT SE TENIR DANS LE TEMPS »

« Ce matin, un syndiqué m'a appelé. Il ne comprenait pas le soutien de la CGT en faveur du programme du Nouveau Front populaire (NFP). Je pense que nous avons eu raison », mesure le syndicaliste. À ses côtés, sa camarade Constance Dagbo poursuit : « Notre mot d'ordre est clair : allez dans les structures locales de la CGT pour militer contre l'extrême droite. Mais, il faut l'avouer, dans les entreprises, beaucoup restent frileux pour parler de politique. »

Vers 13 heures, dans le quartier de Gerland, la CGT des 7^e et 8^e arrondissements distribue à la sortie du métro Debourg. « Le RN, c'est la grande imprécision. Bardella a déjà renoncé à abroger la réforme des retraites. Le combat unitaire contre l'extrême droite doit se tenir dans le

temps. La pression populaire ne doit pas retomber après les législatives », affirme Renaud, le secrétaire de l'union locale, devant une cinquantaine de personnes. Dans la foulée, une délégation de grévistes de l'hôpital Saint-Jean-de-Dieu arrive en camion. Cet été, 45 suppressions de lits sont programmées dans l'établissement psychiatrique. Elles s'ajoutent à la centaine de lits supprimés depuis 2017. « L'arrivée au pouvoir du RN serait une catastrophe. Sa vision des soins psychiatriques est uniquement sécuritaire, avec l'idée que les patients seraient mieux en prison. Les établissements de soins craqueront pour de bon », insiste Céline.

« Notre mot d'ordre est clair : lutter »

SYNDICALISME À Lyon comme partout en France, la CGT a organisé, ce jeudi, des actions articulant mobilisations sociales et refus de l'extrême droite.

De son côté, Clément, élu CGT à l'École normale supérieure, prépare ses prochaines actions : « Ce week-end, j'irai donner un coup de main à une candidate NFP dans l'Isère. La députée sortante est Modem, mais l'extrême droite pourrait tout rafler. » S'engage alors une discussion avec un adhérent de Solidaires sur le vote FN chez les syndiqués. Selon ce dernier, « les militants des centres-villes doivent se rendre compte du décalage entre leurs discours et la réalité populaire des campagnes. On sent un rejet de la gauche. Parler de sujets comme l'interdiction de la chasse n'était pas porteur. » Tous deux se donnent rendez-vous à 17 h 30 pour un meeting place Guichard.

Devant la bourse du travail de Lyon, les cortèges de plusieurs dizaines d'initiatives CGT convergent en fin d'après-midi. « La préférence nationale, c'est le tri entre les travailleurs en fonction de leur nationalité, voire leur origine », lance au micro Maud Millier. Devant les 150 militants venus, malgré la forte pluie, la secrétaire adjointe de la CGT métropole de Lyon poursuit : « En substituant la lutte des races à la lutte des classes, l'extrême droite a toujours été l'alliée du capital. » Prochain rendez-vous, dans la rue, ce dimanche à 15 heures. ■

NAÏM SAKHI

REPORTAGE



Le 20 juin, place Guichard, à Lyon. EMMANUEL FOUODROT POUR L'HUMANITÉ

23 JUIN ALERTES FÉMINISTES ET MANIFESTATIONS

« Sonner l'alerte » : plus de 200 associations féministes, soutenues par les partis et syndicats de gauche, appellent à une journée de mobilisation partout en France le dimanche 23 juin contre l'extrême droite, dénonçant son « immense obsession » à « casser les droits et libertés » notamment des femmes et des personnes minorisées. « L'extrême droite a une vision sexiste et patriarcale de la société, c'est une imposture féministe et sociale basée sur le racisme, qui combat toutes les associations engagées du côté des femmes, pour la liberté de la presse, des syndicats, tous menacés comme l'ensemble des contre-pouvoirs », dénonce la codéputée de Solidaires, Murielle Guilbert, au nom des autres syndicats engagés dans la bataille (CFDT-CGT-FSU). Plus d'informations sur humanite.fr.

Alors que tous les yeux sont rivés sur Gaza – où les bombardements continuent – ou sur la frontière entre le Liban et Israël – où la tension est à son comble avec l'annonce de l'armée israélienne d'une validation de « plans opérationnels pour une offensive » (lire l'Humanité du 20 juin 2024) –, la situation reste toujours aussi tendue en Cisjordanie occupée, où résident plus de 3 millions de Palestiniens. Le territoire, qui subit un redoublement de la répression israélienne et une accélération du processus de colonisation depuis l'attaque du Hamas du 7 octobre 2023, est le théâtre d'une guerre menée à bas bruit.

Selon les autorités palestiniennes, en moins de neuf mois, au moins 546 personnes ont été tuées par des soldats ou des colons israéliens, dont plus de 120 enfants. De son côté Tel-Aviv rapporte que 14 Israéliens ont été tués dans des attaques palestiniennes. La semaine dernière, le ministère palestinien de la Santé a annoncé la mort d'un adolescent, « tué par balle, par les forces israéliennes, lors d'une opération de "contre-terrorisme" » dans la ville de Beit Furik (Nord). « Les forces israéliennes ont pris la ville d'assaut, tirant à balles réelles sur des résidents », a rapporté l'AFP.

En moins de neuf mois, au moins 546 personnes ont été tuées par des soldats ou des colons israéliens, dont plus de 120 enfants.

Ce jeudi, Jénine a été attaquée par l'armée d'occupation. « Une force israélienne (a) pris d'assaut la ville et commencé à fouiller les maisons palestiniennes et les locaux commerciaux, au milieu d'affrontements avec des dizaines de Palestiniens », ont déclaré des témoins oculaires à Anadolu. L'agence de presse turque ajoute que l'armée a mené ce jour-là « une série de raids » visant plusieurs villes de Cisjordanie, notamment le camp d'Al-Far'a, près de la ville de Tubas (Nord-Est), « au cours desquels des Palestiniens ont été arrêtés ».

« Les raids sont récurrents à Jénine. Comparée à Gaza, la situation en Cisjordanie apparaît secondaire, pourtant des crimes ont également lieu sur place de manière quotidienne, explique Anne Tuaillon, présidente de l'association France Palestine Solidarité (AFPS). Mardi, des groupes de colons armés ont mené une attaque dans le village de Burin, au sud-ouest de Naplouse, en vandalisant des maisons et en incendiant des champs. Ils profitent de l'absence de couverture médiatique pour terroriser et violenter les localités palestiniennes, protégés qu'ils sont par l'armée israélienne. »

« LE SYSTÈME BANCAIRE POURRAIT S'EFFONDRE »

De son côté, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'alarme de l'aggravation de la crise sanitaire dans le territoire, pointant du doigt des restrictions draconiennes, des violences contre les infrastructures médicales – 480 attaques, recensées depuis le 7 octobre 2023, contre les services de santé – qui mettent en péril « la protection des civils et du système de santé », ainsi que « l'inviolabilité des soins de santé, un principe du droit international humanitaire ».

Alors que les établissements de santé sont déjà soumis à rude épreuve, l'OMS déplore un fonctionnement limité « à 70 % de leur capacité par manque d'argent, (une situation) aggravée par le fait qu'Israël retient depuis le 7 octobre une part croissante de l'impôt sur le revenu qu'il collecte auprès des Palestiniens ». Car la Cisjordanie vit aussi sous la menace d'une asphyxie bancaire. En réponse à la reconnaissance, le mois dernier, de l'État de Palestine par trois pays européens, le ministère israélien des Finances, dirigé par le ministre d'extrême droite Bezalel Smotrich (partisan d'une guerre totale à Gaza, comme en Cisjordanie), a en effet menacé de couper, le 30 juin, un canal bancaire vital entre Israël et la Cisjordanie.



Le 14 juin à Jénine. Ce jeudi, la ville a été attaquée par l'armée d'occupation. NEDAL ESHTAYAH/ANADOLU/AFP

En Cisjordanie, une guerre à bas bruit

PROCHE-ORIENT En Cisjordanie, les Palestiniens subissent également les violences des militaires et des colons, moins médiatisées que celles perpétrées dans la bande de Gaza, où les opérations israéliennes ont fait près de 37 500 morts.

Ce qui aurait un impact direct sur les échanges commerciaux, dont dépendent les moyens de subsistance des Palestiniens. « Le système bancaire pourrait s'effondrer » et emporter « l'Autorité palestinienne », confiait à l'AFP, une source diplomatique européenne.

Un nouveau rapport du Bureau des droits de l'homme de l'ONU a examiné six attaques d'Israël à Gaza représentatives de sa campagne de bombardements qui dure depuis plus de huit mois. Le constat est sans appel : les lois de la guerre ont été « constamment violées », avec notamment des attaques « ne permettant pas de faire une distinction

effective entre les civils et les combattants ». Le bilan des victimes fait état de près de 37 500 morts. En écho, une commission d'enquête du Conseil des droits de l'homme a dénoncé « le mépris flagrant du droit international dans l'ensemble du territoire palestinien occupé ». Ses membres ont réitéré les conclusions du rapport, déjà publiées la semaine dernière, et indiquant que les autorités israéliennes étaient responsables de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité, de violations du droit international humanitaire et des droits de l'homme. ■

LUIS REYGADA

À l'Euro, des Bleus en recherche d'efficacité

FOOTBALL Alors que la présence de Kylian Mbappé reste incertaine face aux Pays-Bas, ce vendredi à Leipzig, l'attaque de l'équipe de France peine à convaincre avant le choc du groupe D. Un forfait de l'attaquant et capitaine tricolore constituerait un lourd handicap.

L'équipe de France évoluera-t-elle avec son attaquant vedette et capitaine, ce vendredi 21 juin, à Leipzig en Allemagne, pour son deuxième match de l'Euro face aux Pays-Bas ? Des indices le laissent penser, mais le suspense reste savamment entretenu depuis que Kylian Mbappé s'est fracturé le nez sur un choc violent avec le défenseur autrichien Kevin Danso, lundi, à Düsseldorf. Victorieux de leur premier match (1-0), les hommes de Didier Deschamps seraient en effet handicapés si le troisième meilleur buteur de l'histoire des Bleus (47 réalisations en 80 sélections) venait à manquer ce choc du groupe D.

« Je l'ai toujours dit : avec Kylian, l'équipe de France est plus forte, a prévenu le sélectionneur dès lundi soir. (...) Kylian, c'est Kylian, dans n'importe quelle équipe où il est, l'équipe est plus forte. » Prudent et habile, Didier Deschamps s'est bien gardé d'en dire plus toute la semaine afin de ne pas donner d'informations à son homologue néerlandais Ronald Koeman, tout juste a-t-il indiqué jeudi : « Le nez a un peu dégonflé. On verra jusqu'au dernier moment suivant ses sensations. »

L'ATTAQUANT AURAIT PLUTÔT BIEN RÉCUPÉRÉ

Apparu avec un simple pansement au nez mercredi à l'entraînement, Kylian Mbappé a accompli plusieurs tours de terrain avant d'échanger des balles avec un préparateur physique et de réaliser quelques frappes, sans apparaître gêné outre mesure. Lors du transfert des Bleus à Leipzig, jeudi, il est même apparu sans aucun pansement pour rejoindre l'hôtel. Sa participation reste donc suspendue à ses sensations et à la gêne occasionnée par le masque de protection sur mesure qu'il va devoir porter puisque l'opération aura lieu après l'Euro, selon les informations données par la Fédération française.

Si l'on en croit William Saliba, l'attaquant aurait plutôt bien récupéré. « Quand je l'ai

croisé ce matin, il allait mieux », a assuré le défenseur en conférence de presse, mercredi. Adrien Rabiot a, de son côté, rappelé que le forfait de l'ex-meilleur buteur du PSG n'était « pas acté ». « C'est un joueur très important, notre capitaine, un leader de cette équipe, forcément ça va peser, notamment pour les équipes adverses, dans leur manière de préparer les matchs, a-t-il poursuivi. Mais on a un groupe exceptionnel. Vu les gars qu'on a sur le banc, on a les moyens de remplacer Kylian. »

« Vu les gars qu'on a sur le banc, on a les moyens de remplacer Kylian. »

ADRIEN RABOT,
MILIEU DE TERRAIN

Sur le papier, on ne peut pas donner tort au milieu de terrain de la Juventus qui est apparu très à son aise face à l'Autriche. Mais, sur le terrain, Ousmane Dembélé et Marcus Thuram sont loin d'avoir convaincu face à la Wunderteam et c'est même leur capitaine qui a provoqué l'unique but français, inscrit contre son camp par Maximilian Wöber (38^e).

Olivier Giroud, l'éternel remplaçant mais néanmoins meilleur buteur de l'histoire des Bleus (57 réalisations), figure en bonne place pour remplacer Kylian Mbappé. L'ex-attaquant de l'AC Milan, qui a signé au Los Angeles Galaxy, adore ce genre de scénario pour rejouir tel un diable de sa boîte. À 37 ans, celui qui joue sa dernière compétition avec les Bleus possède l'expérience mais il a fini la rencontre avec une petite inflammation à un adducteur après avoir remplacé son capitaine, lundi.

Autre question : les attaquants seront-ils capables de combiner avec Olivier Giroud qui, on le sait, aime évoluer en pivot ? Les défenseurs néerlandais, un cran au-dessus de l'Autriche, laisseront beaucoup moins d'espace à l'animation offensive tricolore et le manque d'automatismes des Bleus, qui restent sur deux matchs sans aucun but inscrit (0-0 contre le Canada en préparation), pourrait peser lourd.

Didier Deschamps a aussi la possibilité de modifier son schéma offensif et de recentrer Marcus Thuram (21 sélections, 2 buts), qui évoluait à gauche contre l'Autriche. Une titularisation de Randal Kolo Muani (18 sélections, 4 buts), qui aime jouer en profondeur,

comme Thuram, n'est pas à exclure mais le Parisien sort d'une saison en demi-teinte. En tout état de cause, les statistiques des deux joueurs sous le maillot bleu ne sont pas très rassurantes à l'heure d'affronter la 7^e nation au classement Fifa.

Cependant, le sélectionneur dispose d'un atout dans sa manche en la personne d'Antoine Griezmann (33 ans, 130 sélections, 44 buts). S'il est apparu en retrait face aux Autrichiens, le milieu offensif de l'Atlético Madrid a prouvé par le passé, comme au

Mondial 2022, l'importance qu'il pouvait avoir sur le jeu de l'équipe de France. Le champion du monde 2018 et vice-champion du monde 2022 veut inscrire le championnat d'Europe, qui lui a toujours échappé, à son palmarès. Interrogé lors de la préparation, Grizou a confié venir en Allemagne « avec beaucoup d'envie, beaucoup d'ambition » avant d'ajouter : « J'ai très envie de gagner cet Euro. » On ne demande qu'à le croire. ■

NICOLAS GUILLERMIN

Annonces classées
l'Humanité + l'Humanité magazine + www.humanite.fr

Passez votre annonce dans

Contactez
- Laure Thiery
01 49 22 74 89
laure.thiery@comediance.fr

comediance

Vacances



LVJ créateur de voyages riches de découvertes et de rencontres vous propose pour l'automne 3 nouvelles escales :

ALGERIE

D'Oran à Alger, par les oasis du Grand Erg Occidental

Du 07 au 17 octobre 2024 (11 jours/10 nuits)

Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)

A partir de 2180 € (minimum 20 personnes) - hors visa (+110 €)

Voyage d'exception « GRAND TOUR DE LA NAMIBIE »

19 novembre au 01 décembre 2024 (13 jours/10 nuits)

Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)

A partir de 4600 € (minimum 20 personnes)

Le Vietnam du Nord au Sud

11 au 26 novembre 2024 (16 jours/14 nuits)

Prix TTC (taxes aériennes incluses sujet à modification)

A partir de 2910 € (minimum 20 personnes)

Détail des programmes sur demande, informations et réservations

LVJ/TLC

06 85 07 83 02

contact@lvj-voyages.com

Divers

Mugs Tee-shirts Parapluies
Gourdes Clés USB Doudounes
Stylos Panneaux Banderoles



Communication

OBJETS et TEXTILE
PERSONNALISÉS

ASSOCIATIONS, COLLECTIVITÉS, SYNDICATS
POUR TOUS VOS BESOINS



MARQUAGE
DANS NOS ATELIERS
FRANCE

02 32 18 07 70
LMcommunication.com

« Nous sommes des frères de guitare »

MUSIQUE Avec *l'Heure miroir*, Mathieu Chédid, alias -M-, et Thibault Cauvin livrent un album instrumental en mêlant leurs univers pop et classique. Un récital à la douceur solaire et à la mélancolie heureuse que le duo fait vivre sur scène.



ENTRETIEN

Thibault Cauvin, 39 ans, et Mathieu Chédid, 52 ans, se sont rencontrés grâce à un ami commun. L'envie de faire dialoguer la « six cordes » classique de l'un avec la guitare électrique de l'autre les a conduits à imaginer cet album instrumental original, où ils offrent une relecture des tubes de -M- (*Qui de nous deux, Je dis M...*) des standards de la chanson française (*la Bohème, les Mots bleus...*) et des titres inédits (*Pura Vida*). Rencontre avec deux virtuoses.

L'objectif de votre disque est-il de libérer l'imaginaire ?

Thibault Cauvin Totalement. Ce disque invite chaque auditeur à devenir l'aventurier de ses rêves, à redécouvrir des musiques et à partir ailleurs.

Mathieu Chédid La musique instrumentale, c'est de la littérature invisible car ça laisse une place à l'ineffable, et en cela c'est puissant. On touche même au divin.

Que symbolisent pour vous les heures miroirs ?

Thibault Cauvin Ces instants où le temps s'arrête, où parfois on vit un moment tellement exquis qu'on a envie qu'il dure toujours et à ce moment-là on côtoie l'éternel. C'est aussi le reflet du monde de Mathieu avec le mien, de sa curiosité avec la mienne. Il vient de la musique d'aujourd'hui avec une guitare électrique

« chamanique », elle nous embarque et nous enivre avec une puissance folle.

Mathieu Chédid Et la guitare classique de Thibault est très importante dans le monde où on vit car c'est un retour à la racine et à la source de la guitare. Surtout, c'est l'idée de la délicatesse, de la subtilité et de la nuance qu'on perd un peu aujourd'hui.

Vous dites que votre jeu de guitare respectif est « décuplé ». C'est-à-dire ?

Thibault Cauvin Un plus un ne font pas deux, mais plus que ça, car c'est un monde infini où l'on découvre d'autres notes.

Mathieu Chédid Ce n'est pas une addition mais plutôt une profusion avec l'idée que nos deux guitares ne fassent qu'une. On s'offre un moment unique, suspendu.

Est-on plus libre en jouant à deux ?

Thibault Cauvin C'est comme une rencontre dans la vie. Quand quelqu'un nous inspire, nous bouscule dans un joli sens et nous invite à penser et sourire autrement, c'est que la rencontre est belle. Celle qu'on vit avec Mathieu est très précieuse.

Mathieu Chédid C'est tout le travail, d'arriver à s'oublier quand on est deux, de la même façon que lorsqu'on s'oublie tout seul. Et donc, comme tout, ça demande un apprentissage. C'est l'oubli qui est le vrai signe de la maîtrise.

Vous explorez différents univers musicaux :

rock, flamenco, jazz, blues, bossa nova, musique orientale. Ce qu'il en ressort c'est la douceur...

Mathieu Chédid Cette douceur me rappelle cette phrase taoïste qui dit : « Percevez le minuscule, voilà la clairvoyance ; gardez la douceur, voilà l'énergie... »

Thibault Cauvin Et c'était vraiment cette quête-là, d'accueillir les silences, de leur donner autant de valeur que les notes elles-mêmes et d'étirer les secondes, de jouer peu fort, voire de chuchoter avec nos guitares pour créer cette intimité totale et prendre le temps.

Vous reprenez *Gnossienne n°1* d'Erik Satī. Est-ce facile de répondre à la profondeur du piano avec la guitare ?

Thibault Cauvin Ça marche tellement bien qu'on a l'impression que c'était presque pensé à l'origine pour guitare électrique et guitare classique !

Mathieu Chédid C'est l'éloge de la simplicité. Or, c'est très difficile de faire simple. Et j'ai cette sensation de jouer un morceau de blues un peu slave. C'est agréable parce que c'est méditatif, ça nous apaise.

A-t-on besoin de se regarder dans les yeux pour jouer ?

Thibault Cauvin Parfois. Ça fait partie des choses que Mathieu m'a apprises. J'ai beaucoup joué seul et j'avais souvent l'impression de devoir fermer les yeux pour être en communion totale. Et quand je regarde les yeux pétillants de Mathieu qui me font presque sourire, me bousculent un peu et m'amènent ailleurs, c'est merveilleux.

Mathieu Chédid Et on rigole beaucoup ! Dans le spectacle on développe des moments intérieurs où on peut fermer les yeux parce que c'est ça aussi la musique. Et il y a d'autres moments où on se connecte et on joue en se regardant dans les yeux, ça ne donne pas la même musique, il y a



Thibault Cauvin et sa « six cordes », -M- et son électrique, deux virtuoses pour un spectacle plein de fantaisie. LISAROEZ

une électricité qui passe à ce moment-là qui fait qu'on est survoltés. On est vraiment inspirés par le miroir de l'autre, c'est la force de notre duo.

Comment s'exprime sur scène cette invitation au voyage ?

Thibault Cauvin C'est plus qu'un concert, c'est un spectacle, une expérience que l'on veut unique, riche, amusante à chaque fois, le fait qu'on soit deux offre une liberté très grande. Tout est pensé, réfléchi et concocté avec passion, et en même temps, on a ces plages où l'on veut s'abandonner. **Mathieu Chédid** C'est théâtralisé, ça part aussi dans l'improvisation et des instants organiques. Sur le disque, ce sont des versions pures qu'on enflamme sur scène avec une part de fantaisie.

Au fait, qui de vous deux « speede » l'autre ?

Thibault Cauvin Mathieu me speede pas mal quand même ! (Rires) On est frères de guitare mais on ne joue pas forcément toujours la même guitare. Parfois on est en fusion absolue, de façon totalement instinctive, et d'autres choses ont été acquises avec le temps. On est pareils et très différents.

Mathieu Chédid Thibault me speede à sa façon avec son exigence, cette maîtrise de pouvoir « faire l'orchestre » avec une seule guitare, ça me tire vers le haut parce que c'est vraiment quelque chose que je ne sais pas faire. Ça me fait travailler la guitare et ouvrir des portes. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR INGRID POHU

L'Heure miroir, Thibault Cauvin et -M-, Wagram Music.
Toutes les dates de la tournée sur labo-m.net/

Allain Leprest dans le texte

ÉDITION Un ouvrage copieux, *Donne-moi de mes nouvelles*, présente les paroles de l'intégralité des chansons enregistrées de l'artiste. Un régal poétique.

Donne-moi de mes nouvelles,
Allain Leprest, l'Archipel,
610 pages, 28 euros

Allain Leprest nous a quittés il y a treize ans, à 57 ans seulement. Si ce n'était l'empresement d'en finir avec une vie cabossée, le poète au cœur d'or aurait soufflé cette année ses 70 bougies. L'occasion d'offrir au lecteur, pour la première fois, les textes de l'intégralité de ses chansons enregistrées. Chaque mot a son importance : on sait que Leprest a écrit à tour de bras poèmes inédits ou saynètes qui dorment dans des greniers, ou des chansons qui n'ont pas eu l'heur d'être musiquées. Ce sont donc les 376 chansons mises en musique au cours de sa fulgurante carrière (dont un grand nombre par Romain Didier, son fidèle acolyte, mais aussi Gérard Pierron, Richard Galliano, Jean Ferrat, etc.), chantées par lui-même ou ses nombreux interprètes, qui sont aujourd'hui rassemblées dans un ouvrage indispensable à ses admirateurs, nécessaire aux autres. Didier Pascalis, son producteur et ami, signe la préface bouleversante de cet épais ouvrage, avec des mots d'amour fraternel qui retracent à traits vifs le parcours

météorique de ce contemporain « aux semelles de vent », boudé par les médias, snobé par l'industrie, mais admiré par ses pairs. Cette esquisse biographique sensible remue des souvenirs joyeux et douloureux, qui donnent à voir l'estime dont jouissait le chansonnier auprès de ses homologues, Nougaro, Fugain, Christophe et tant d'autres, et la fulgurance d'une inspiration puisée dans l'épaisseur des vies anonymes et les espérances populaires.

VITALITÉ ET OPTIMISME DÉBORDANTS

« Allain n'avait pas le sens de la musique », s'autorise Didier Pascalis. Mais c'est bien à travers elle qu'il trouve le véhicule d'une expression poétique, exigeante et populaire, savante et argotique, toujours malicieuse et profondément humaniste. En ouverture, trois essais signés Pascal Pistone, Cécile Prévost-Thomas et Céline Pruvost, reviennent respectivement sur l'univers musical, scénique et poétique d'Allain Leprest. Ces textes précis et stimulants donnent au poète sa dimension d'artiste en mobilisant lexicographie, analyse musicologique et étude de caractère. On s'attarde enfin volontiers sur le discours, qui fait office de postface, prononcé par le grand parolier Claude Lemesle (Joe Dassin, Serge Reggiani, Isabelle Aubret),

l'un des fervents admirateurs de Leprest, lors de ses obsèques. Texte bouleversant qui croque un chanteur qui fédérait autour de « la sainte trinité de la clope, de la chope et du mot », et qui rappelle, à nouveau, « à quel point il est terrible que quelques portes fermées (l'aient) interdit d'avoir accès à tant de cœurs ouverts ». S'il a finalement cédé au désespoir en devançant la maladie, mettant fin à ses jours à Antraigues (Ardèche) aux côtés de Jean Ferrat, la poésie de Leprest reste d'une vitalité et d'un opti-

Une expression exigeante et populaire, savante et argotique, malicieuse et humaniste.

misme débordants. Dans cette somme impressionnante qui donne immanquablement envie de se replonger dans ses œuvres chantées, quel texte choisir ? Partons pour *Station je t'aime* (1995), qui se prête si bien à nos temps troublés : « *Se perdre pour gagner une île / Rester citoyen naufragé / Sur nos radeaux bâtir des villes / Et garder nos yeux d'étrangers.* » ■

CLÉMENT GARCIA



Un artiste boudé par les médias, snobé par l'industrie, mais admiré par ses pairs. ISABELLE LABAT CASTAING

Michel Foucault, le parcours d'un penseur engagé

TÉLÉVISION À l'occasion du 40^e anniversaire de sa disparition, France 5 diffuse, ce vendredi soir, un documentaire consacré à la vie et l'œuvre du philosophe.

Michel Foucault, le philosophe et le poisson rouge, France 5, vendredi, 21h 5

Dans l'imaginaire populaire, le philosophe Michel Foucault est souvent associé à une figure austère, celle du savant hors du temps enfermé dans sa bibliothèque, les doigts jaunis par la poussière des livres. Aux antipodes de la tradition académique ascétique, Michel Foucault incarne pourtant une autre idée de l'intellectuel : celle d'un homme pleinement dans son époque, pour qui savoir et plaisir vont de pair. Pour lui, la connaissance est autant une arme qu'une source de jouissance. Dans ce documentaire, la réalisatrice Lise Baron revient sur la trajectoire de celui qui n'a eu de cesse de se métamorphoser et d'employer le savoir comme un outil au service de ses engagements et de la vie. Un homme pleinement enraciné dans les enjeux de son temps et du nôtre.

L'histoire de l'engagement militant de Michel Foucault commence en 1968. À

cette époque, le natif de Poitiers enseigne depuis deux ans la philosophie à l'université de Tunis. Ses cours attirent en masse des étudiants curieux d'entendre ce professeur iconoclaste. Dans une Tunisie qui connaît alors un bouillonnement intellectuel, sur fond d'idées révolutionnaires, les échanges vont bon train.

EMBRASSER LES COMBATS DE SON TEMPS

Au mois de mars, un immense mouvement de révolte éclate. La jeunesse se soulève contre l'impérialisme occidental et l'autoritarisme du gouvernement. La répression est féroce, les arrestations se multiplient. Malgré les pressions diverses, Foucault et son compagnon Daniel

Defert ouvrent leurs portes aux étudiants. Ils les accueillent, les nourrissent et leur permettent de rédiger et d'imprimer des tracts. En septembre de la même année, plus d'une centaine de jeunes sont interpellés pour atteinte à la sûreté de

l'État. En dépit des efforts déployés par Foucault et Defert, nombre d'entre eux sont condamnés à de lourdes peines de prison.

Pour l'intellectuel, la connaissance est autant une arme qu'une source de jouissance.



Homme ancré dans son époque, le professeur iconoclaste s'offrit un road trip sous LSD avec son compagnon d'alors, Michael Stoneman, en mai 1975 dans la vallée de la Mort (Californie). SIMEON WADE

Malgré l'amertume et la colère, Foucault est plus que jamais décidé à embrasser les combats de son temps. À son retour en France, peu de temps après les événements en Tunisie, il devient professeur de philosophie dans la toute nouvelle université de Vincennes. Quand éclate un conflit entre les étudiants et la police, il se range aux côtés de ses étudiants, ce qui lui vaut de passer une nuit en garde à vue. En 1972, quand les détenus de la prison de Nancy se soulèvent pour de meilleures conditions d'incarcération, Foucault prend fait et cause pour eux, et dénonce l'enfer carcéral. Trois ans plus tard, il publie l'ouvrage *Surveiller et Punir*,

qui explique comment la prison s'est construite en tant qu'institution au service du pouvoir et du « maintien de l'ordre ». Jusqu'aux derniers mois de sa vie, Foucault écrit, accueille, donne des interviews. Quand le sida l'emporte, en 1984, il laisse derrière lui une œuvre sans commune mesure qui continue d'influencer politologues, juristes et chercheurs. Porté par de nombreuses images d'archives et de belles séquences en animation, ce captivant documentaire parvient à rendre compte admirablement d'une existence dense et complexe en seulement une heure de temps. ■

ÉMILE LEAUTHIER

COLLECTOR 120 ANS D'HUMANITÉ, LE LIVRE ANNIVERSAIRE

FABRIEN GAY RAOUL HEDERON ZEBDA / MUG... VITCH CHRISTIANE TAUBIRA FABRIEN ROUSSEL PIERRE DHARRÉVILLE ARDI SERGE WOLIKOW MARYSE DUMAS GUILLAUME ROUBAUD RÔME PRIEUR... EVÉE ALEXA... DANIEL LE TARTAKOWSKY... PETTE... AUC... YARIC ELIAS... TELLI... RGES... ENET LÉON... ENOÏT... ARION... AULT... EVA... AIDA... SEPH... ANDRAS... FRANÇOIS... MONIQUE... JEAN-PIERRE BIBRING GUILLAUME MEURICE LAURENT BINET HALA ABOU HASSIRA

l'Humanité

JE COMMANDE *

Le livre anniversaire
120 ans, 120 Unes, 120 regards
284 pages, tirage limité.
au prix de 39,90 € + 9,90 €
de frais de port **,
soit 49,80 € x exemplaire(s)
= €. Total de ma commande : €

39,90 €

Nom
Prénom
Adresse
Ville
Code postal Téléphone
E-mail

* Envoi soigné dans un colis cartonné, délai de livraison de 10 à 12 jours ** France métropolitaine

À renvoyer rempli et accompagné d'un chèque à l'ordre de l'Humanité à : L'HUMANITÉ, SERVICE DIFFUSION, 3, RUE DU PONT-DE-L'ARCHE, 37550 SAINT-AVERTIN

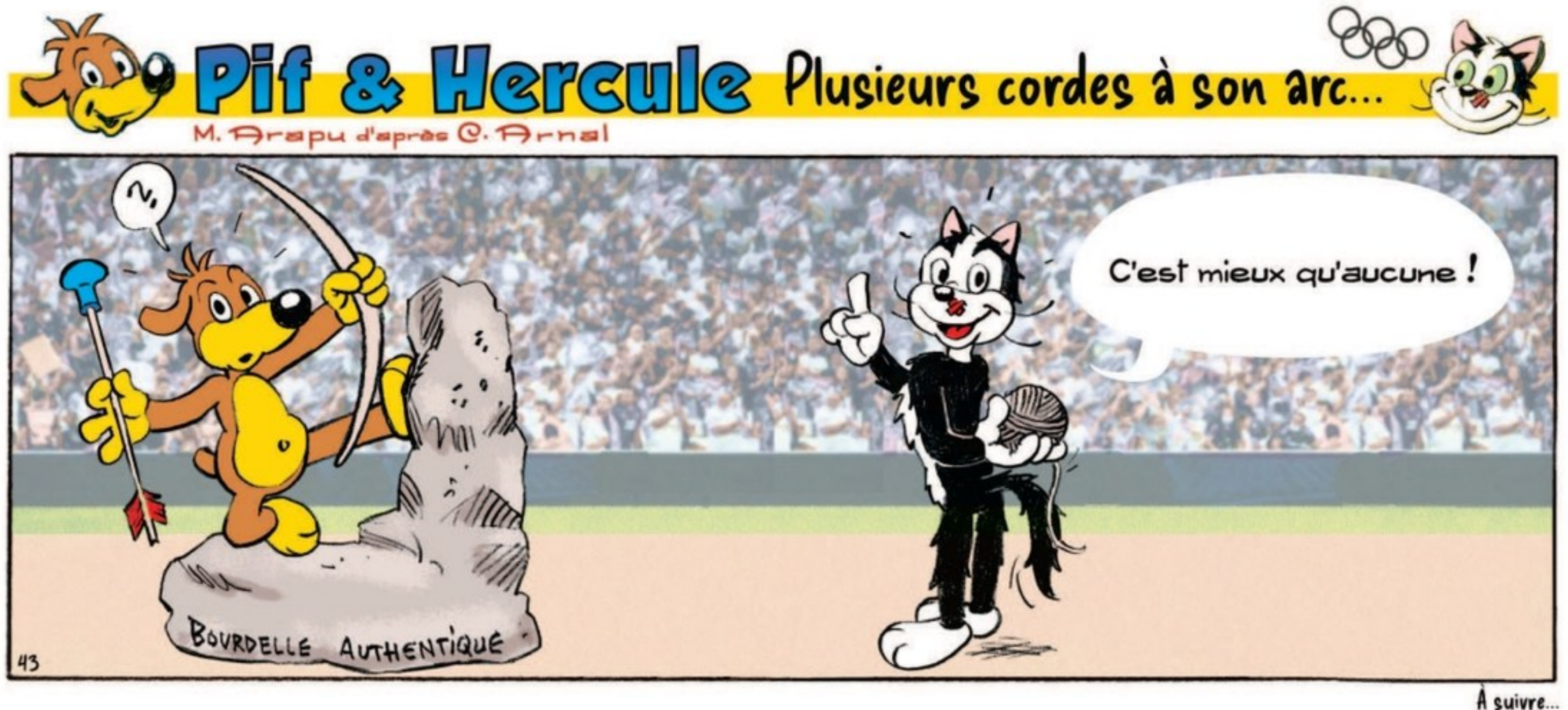


Pour commander en ligne et régler par carte bancaire, capturez ce QR code à l'aide de votre smartphone

l'Humanité l'Humanité magazine **Humanité.fr**

Carnet

Rosanne Harbelot, née Ianelli, est décédée vendredi 14 juin, à l'âge de 96 ans, à Dijon (Côte-d'Or). Aînée de huit enfants d'une famille d'immigrés italiens, elle sera toute sa vie une militante de tous les instants. Responsable locale au mouvement des Jeunes Filles de France, au mouvement des Vaillantes et Vaillants puis des Pionniers de France, responsable du syndicat CGT de l'Office national interprofessionnel des céréales, militante du Secours populaire français, de France-URSS, de Bourgogne Eurcasie, du Mouvement de la paix... Elle épouse en 1950 Marcel Harbelot, qui fut de nombreuses années dirigeant de la fédération du PCF de Côte-d'Or. Ils auront ensemble trois enfants. Lectrice assidue de *L'Humanité*, elle était une donatrice fidèle. Ses obsèques ont eu lieu le 20 juin, à Dijon. *L'Humanité* présente ses condoléances à sa famille et à ses proches.



L'Humanité

Fondateur Jean Jaurès **Directeur** Fabien Gay
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Société nouvelle du journal *L'Humanité* (SA 99 ans à compter du 1^{er} janvier 1957)
Capital social 2 500 000 euros **Siège social** 5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis CEDEX
Téléphone 01 49 22 72 72
Service aux abonnés Tél. : 01 55 84 40 30
E-mail : relationlecteur@humanite.fr
Vente en kiosques
Gestion, réglage et promotion : agence Boconseil.
Tél. : 09 67 32 09 34.

E-mail : oborscha@boconseilame.fr

Vente militante 01 49 22 73 47

Publicité Comédiance. Silvère Magnon, président

Tél. : 01 49 22 74 51 (commerciale)

Tél. : 01 49 22 74 53 (annonces classées)

Tél. : 01 49 22 74 89 (annonces légales)

Directoire

Fabien Gay, président du directoire et directeur de la publication ; Maud Vergnol, codirectrice de la rédaction ; Anthony Daguet, secrétaire général et codirecteur de la publication ; Silvère Magnon, directeur des développements et de l'événementiel

Conseil de surveillance

Jean-Louis Frostin, président

Actionnaires principaux L'Association des lectrices et lecteurs de *L'Humanité* ; l'Association des diffuseurs de *L'Humanité*.

Impression POP (La Courneuve), Mop (Vitrolles), Nancy-Print, CILA (Nantes)

Numéro ISSN 0242-6870

Dépôt légal Date de parution

Commission paritaire 1124 C 79615

Tirage du mercredi 19 juin 36 658 exemplaires
Imprimé sur des papiers produits en France, Belgique et Espagne - 60% ou 100% de fibres recyclées - IFDG.

Eutrophisation PTot : 0,01 kg/tonne.



FACE AUX ATTAQUES DE CERTAINS MILIEUX FINANCIERS ET REACTIONNAIRES PERSONNE NE NOUS FERA TAIRE SOUTENEZ-NOUS!

JE FAIS UN DON À L'HUMANITÉ EN VERSANT €

NOM / PRÉNOM _____

E-MAIL _____

TÉL. _____

ADRESSE _____

VILLE _____ CODE POSTAL _____

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de L'Humanité.

Votre don est à retourner à L'Humanité, souscription, immeuble Calliope, 5 rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex.

OU JE FAIS UN DON EN LIGNE!

RECONNAISSANCE

VOTRE DON DONNE DROIT À UNE RÉDUCTION D'IMPÔTS DE 66%, DANS LA LIMITE DE 20% DU REVENU IMPOSABLE.

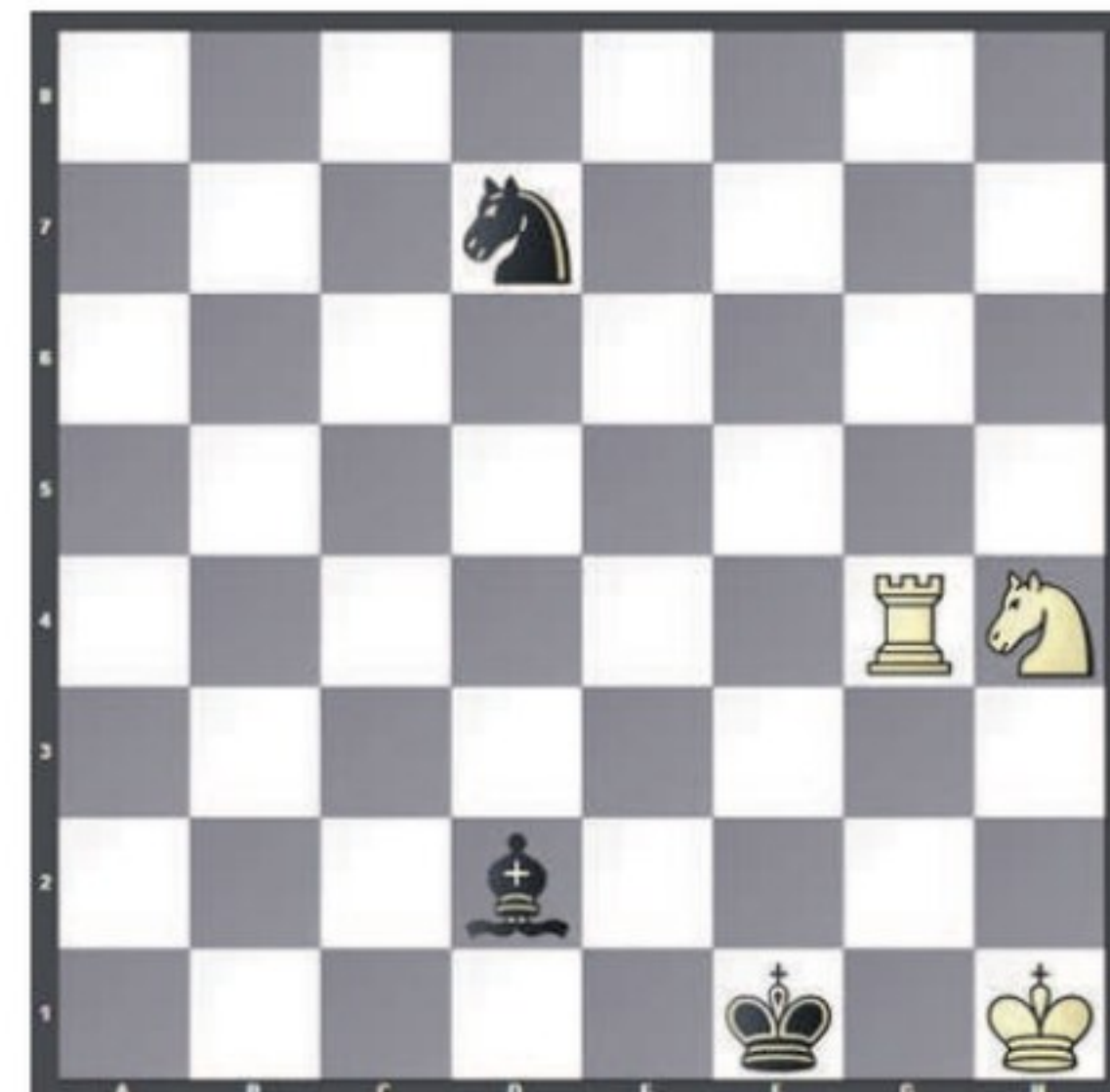
Par exemple, si je donne 100 €, je récupère 66 €. Si je donne 200 €, je récupère 132 €. Si je donne 500 €, je récupère 330 €.

☐ Je fais un don de 1 à 499 € : Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de Presse et Pluralisme Humanité.

☐ Je donne 500 € ou plus : Remplissez ce bulletin et envoyez le accompagné de votre chèque libellé à l'ordre de L'Humanité en Partage.

L'Humanité **L'Humanité** **Humanité.fr**

LE COIN DU FOU par Éric Birmingham



Niveau de difficulté : *facile, **difficile, ***très difficile

ETUDE DE E. POGOSJANTS, 1971 **

Les Blancs jouent et gagnent

SOLUTION : 1.Td4 (attaque les deux pièces noires.) 1...Ce5 2.Txd2 Cf3! (exploitant le thème du pat, si : 3.Cxf3=) 3.Td3! 3...Cxf3 4.Tf3 c6 5.Tf6! Ce5 (après : 5...Cf8 6.Tf6++-; si : 5...Cf4 6.Tf6+-; Et sur : 5...Ce7 6.Tf6+ Re2 7.Te6+-) 6.Tf6+ Re2 7.Te6

Code des symboles : ! Très bon coup ■!! Coup excellent ■? Coup faible ■?? Très mauvais coup ■?! Coup douteux ■!? Coup Intéressant ■+- Avantage décisif pour les Blancs ■++ Avantage décisif pour les Noirs ■+ Échec au Roi ■ 1-0 Victoire des Blancs ■ 0-1 Victoire des Noirs ■ 0,5 Partie nulle ■ # Mat



Sophie Binet et Bertrand Badie,
le 25 mai au Pré-Saint-Gervais.

JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

AGORA

La paix est-elle une construction sociale?

COLLOQUE Intervenants à la première Université de la paix organisée par *l'Humanité*, **Bertrand Badie** et **Sophie Binet** ont montré combien les facteurs sociaux et environnementaux deviennent de plus en plus déterminants dans le déclenchement des conflits. Aussi, seules la satisfaction des besoins humains et la lutte contre le dérèglement climatique peuvent contribuer à une paix durable.

La première Université de la paix de *l'Humanité* s'est déroulée au Pré-Saint-Gervais (Seine-Saint-Denis), le 25 mai. Organisée dans le cadre des 120 ans du journal fondé par Jean Jaurès, elle a été l'occasion d'un échange entre la secrétaire générale de la CGT, Sophie Binet, et le spécialiste des relations internationales, Bertrand Badie. Il a permis de montrer l'importance des crises sociale et environnementale comme facteurs de déstabilisation du monde et le rôle crucial des mobilisations populaires pour construire la paix.

Bertrand Badie, quel lien unit aujourd'hui le social et la conflictualité internationale ?

Aujourd'hui, le social court plus vite que le politique, en particulier à l'échelle internationale. Les guerres sont dorénavant d'extraction sociale. La solution aux conflits est

aussi sociale. Ce sont les dynamiques issues de la société civile et notamment de sa jeunesse qui sont en mesure de remettre les pendules du monde à l'heure. Autrefois, la guerre était affaire de rivalité de puissances. Thomas Hobbes présentait la guerre comme étant la relation normale entre les États. La paix était aussi affaire d'équilibre de puissances. Quand le système onusien a été créé, il reposait sur cet équilibre. Tout ça est fini, à tel point qu'il y a aujourd'hui deux systèmes internationaux : un système international réel d'extraction sociale et un système international fictif qui n'est que la projection de l'ancien monde. Le hiatus permanent entre ces deux systèmes est à l'origine non seulement de la conflictualité mais aussi de l'impossibilité de trouver des solutions aux conflits. Lorsque la guerre moderne a été inventée dans le contexte de la naissance des États-nations, au XVI^e siècle, ceux qui se faisaient la guerre étaient des voisins, des semblables, de poids et de puissances comparables. La guerre était affaire des nobles. Les peuples étaient touchés par la guerre par l'intermédiaire des razzias, des famines ou des épidémies. Lors de la Révolution française, la guerre fait l'objet d'une première appropriation sociale avec la levée en masse. Celle-ci a été immédiatement corrigée par le nationalisme et le patriotisme qui ont poussé au strict alignement des peuples sur les États.

Comment la question sociale est devenue centrale ?

Le système international est monde. Il est profondément inégalitaire. Nous vivons dans un monde où coexistent un Centrafricain au PIB par habitant de 600 dollars par an et un Luxembourgeois au PIB de 140 000 dollars par an. Les tensions sociales produites par ces inégalités sociales deviennent de plus en plus structurantes de l'agenda international. Non seulement elles deviennent l'enjeu numéro un devant les rivalités de puissances, mais elles viennent ronger les États. La guerre est très majoritairement intra-étatique, même si elle peut faire l'objet d'ingérence par des États étrangers. Le conflit sahélien ne se résume pas à l'opposition entre les djihadistes et l'armée française. C'est le conflit d'une zone oubliée du monde. Au Sahel, la désertification progresse de 10 centimètres par heure. Le pasteur n'a plus de fourrage pour nourrir ses bêtes et rentre en conflit avec l'agriculteur. Les guerres au Liberia, en Sierra Leone et dans la Corne de l'Afrique sont alimentées par ces tensions sociales ingérables. En alimentant l'interdépendance généralisée, la mondialisation fait naître des grands enjeux globaux. Autrefois, la guerre était un conflit d'intérêts nationaux. Aujourd'hui, la guerre est l'expression de l'incapacité à faire face aux enjeux globaux. Le dérèglement climatique crée 20 millions de déplacés par an. La faim, le dérèglement climatique et l'insécurité sanitaire tuent des dizaines de millions d'individus chaque année. Ces insécurités globales tuent une seconde fois car elles sont les premiers facteurs de guerre. La visibilité des inégalités est aussi un facteur de déstabilisation.

C'est-à-dire ?

Autrefois, celui qui mourait de faim ignorait qu'il existait des lieux où on pouvait manger à sa faim. Aujourd'hui, tout le monde voit tout le monde. Les habitants du bidonville de Makoko à Lagos (Nigeria) survivent sur des troncs d'arbres qui flottent sur la lagune, mais sont tous connectés. Ils savent tous ce qui se passe en Amérique du Nord ou en Europe. Cette visibilité alimente le ressort de l'humiliation. Ce ressort contre lequel le canon ne peut pas grand-chose contribue à la dynamique des mobilisations les plus violentes. Le canon peut contre le canon mais ne peut rien contre l'humiliation. Cette visibilité favorise l'émergence d'une internationale de la souffrance sociale. Un jour, dans une manifestation de gilets jaunes, une femme m'a expliqué qu'elle brandissait un drapeau palestinien parce que, disait-elle, « ceux-ci sont des gens qui souffrent comme nous ».

BERTRAND BADIE
Professeur émérite
à Sciences-Po Paris,
spécialiste
des relations
internationales



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

SOPHIE BINET
Secrétaire générale
de la CGT



JULIEN JAULIN/HANS LUCAS

«Les dynamiques de la société civile sont en mesure de remettre les pendules du monde à l'heure.»

«Le libre-échange généralisé ne garantit pas la paix. Au contraire, il génère les désordres sociaux.»

L'internationale de la souffrance crée des mobilisations fortes. On retrouve le drapeau palestinien dans le hirak algérien, sur la place Tahrir au Caire ou dans les manifestations contre les mégabassines. Nous appartenons à un monde où l'imaginaire est mondialisé. Les étudiants à Sciences-Po n'ont rien des dangereux « wokistes » ou soutiens du terrorisme qu'on nous décrit. Ce sont des jeunes gens posés mais pour qui 36 000 morts à Gaza sont tout simplement inacceptables. Cela remet l'humain au centre, à la fois comme cause et comme acteur.

Sophie Binet, vous releviez que le programme du Conseil national de la Résistance avait pour objectif « d'analyser et de rompre avec ce qui a conduit la France à collaborer, un programme en rupture complète avec Vichy et l'argent ». En quoi s'inscrit-il dans une logique de paix ?

De 1913 à son assassinat, Jaurès s'est battu pour enrayer l'engrenage qui conduisait à la guerre. À l'époque, ce sont les jeux d'alliance qui conduisaient l'Europe vers l'abîme. Aujourd'hui, c'est l'accession au pouvoir de l'extrême droite comme le montre la décision du régime poutinien d'envahir l'Ukraine. En alimentant la crise mondiale, le refus du capital de rééquilibrer le partage des richesses provoque des désordres sociaux qui profitent à l'extrême droite et alimentent les logiques de guerre. Les dépenses en armement atteignent des sommets. Le président de la République soutient qu'il faut passer à une économie de guerre. C'est-à-dire à une économie qui fait passer au second plan la satisfaction des besoins sociaux au nom de la nécessité de s'armer alors même que, comme vient de l'expliquer Bertrand Badie, l'armement n'est d'aucune efficacité pour répondre aux défis posés par la montée des conflits. Le programme du Conseil national de la Résistance n'est pas la simple suppression des mesures prises par Vichy. Ce n'est pas un retour à la situation de 1939. Imprégné de l'humanisme radical qui unissait les résistants venus pourtant d'horizons différents, il affirmait la nécessité de prendre le pouvoir sur les forces de l'argent pour empêcher le retour des logiques guerrières et le retour du fascisme.

En quoi cela est-il d'actualité ?

Il faut affronter le capital et développer des réponses aux besoins sociaux. Jaurès disait : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée l'orage. » En France, la guerre est un énorme marché. Notre industrie, aujourd'hui, c'est l'armement et le luxe. Où sont les besoins des populations ? Nulle part. Dans leur mobilisation avec la CGT pour sauver l'usine Valdunes, les ouvriers se battent pour que la fabrication d'essieux et de roues de trains reste centrale et pour que l'usine ne devienne pas une usine de fabrication d'obus. La chute du mur de Berlin et la fin de

la guerre froide ont été présentées comme la fin de l'histoire, l'avènement de la paix et de la mondialisation heureuse. Le libre-échange généralisé ne garantit pas la paix. Au contraire, il génère les désordres sociaux. Il organise la spécialisation productive sur le plan mondial qui tue les industries et la production locales. Ce qu'on nous vend comme le moyen de sauver notre industrie la cantonne en fait à l'industrie du luxe et à l'armement. C'est une aberration complète. Nous avons besoin d'une relocalisation et d'une réindustrialisation qui permettent de répondre à l'enjeu social et environnemental. Les normes sociales et environnementales doivent l'emporter sur le libre-échange. Il est aussi nécessaire de créer des fonds de rééquilibrage sur le plan international. La crise environnementale est le produit du capitalisme et des pays développés. Les pays en développement n'y sont pour rien et en sont les premières victimes. Il est insupportable que les conférences sur le climat ne garantissent pas des fonds de développement et de compensation suffisants. Ce sont là des ferments de nouveaux conflits. La justice sociale est un enjeu sur les plans national et international.

Bertrand Badie, la guerre en Ukraine et celle à Gaza sont souvent présentées comme relevant de la rivalité entre puissances. En quoi la question sociale est-elle au cœur de ces conflits ?

N'oublions pas que la guerre fait des ravages au Congo, au Soudan, dans la Corne de l'Afrique, en Érythrée... Le conflit russo-ukrainien est une guerre à l'ancienne, gérée de façon moderne, tandis que le conflit israélo-palestinien est une guerre moderne gérée à l'ancienne. Le conflit russo-ukrainien a été appréhendé par Poutine selon le modèle classique du choc de puissances avec la conviction que, vu les moyens dont il disposait, il serait en quarante-huit heures à Kiev. La résistance ukrainienne a mis en échec ce scénario. Le propre d'un dictateur est de ne pas comprendre que le social peut être plus fort que l'armement. Fondamentalement, même si la guerre se poursuit aujourd'hui, Poutine a été battu. Depuis la Seconde Guerre mondiale, aucune puissance n'a jamais gagné une guerre. Les États-Unis ont été battus au Vietnam, en Irak... L'URSS a été mise en échec en Afghanistan. La guerre israélo-palestinienne est fondamentalement moderne car c'est une guerre de décolonisation. Ces guerres se sont systématiquement terminées par la victoire du faible sur le fort. Le faible l'emporte parce qu'il dispose d'une énergie sociale supérieure au fort. Le conflit israélo-palestinien est géré à l'ancienne par Israël qui ne sait répondre que par le recours à la puissance, à l'armement, la répression jusqu'à l'épouvantable tragédie en cours à Gaza. Israël sera battu un jour, mais combien de morts faudra-t-il aligner pour que la guerre prenne fin ? ■■■

/// Sophie Binet, si la puissance ne peut pas résoudre les conflits, alors on est tenté de se tourner vers l'ONU. Pourtant, celle-ci semble bien impuissante...

Les positions de l'ONU sont souvent justes. Les propos de son secrétaire général, Antonio Guterres, sont extrêmement forts. Ils sont un motif d'espoir. En nommant les choses, en rappelant ce qu'est le droit international, ces institutions contribuent à mettre les grandes puissances devant leurs responsabilités. Sa parole alimente les opinions et les mobilisations. La force de l'ONU, c'est le multilatéralisme. Agence de l'ONU, l'Organisation internationale du travail, dont la devise est « Pas de paix sans justice sociale », est une organisation multilatérale composée à la fois de représentants des États, des employeurs et des travailleurs. Elle produit des normes sociales fortes mais dont la mise en œuvre dépend de leur ratification par les États. L'un des leviers pour sortir de la crise est de donner plus de poids à l'OIT pour que ses normes l'emportent sur les normes commerciales. Il faut la doter d'un pouvoir coercitif. En ce qui concerne Gaza, la mobilisation des jeunes est un espoir. Cela dit, les louvoiements de Biden sont en train de le couper de cet électorat qui lui reproche son soutien au gouvernement israélien. Il ouvre un boulevard à Trump pour sa réélection. Il faut s'opposer à la banalisation de l'extrême droite aux États-Unis comme en France. Il nous faut nous battre jusqu'au bout pour empêcher la catastrophe. Nous avons les moyens de l'empêcher. L'extrême droite progresse par défaut d'alternative et de perspectives. Il faut faire primer l'intérêt général.

Bertrand Badie, quand on refuse l'ordre mondial tel qu'il est, on investit beaucoup d'espoir dans d'autres blocs comme les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). Qu'en pensez-vous ?

L'ONU, c'est comme le cholestérol. Il existe le bon et le mauvais ONU. Le mauvais ONU, c'est le Conseil de sécurité. Le bon ONU, c'est celui de toutes les institutions comme l'OIT, l'OMS, l'Unicef, le PAM et la FAO... Conscient du blocage instauré au niveau du Conseil de sécurité, Kofi Annan défendait l'idée de contourner les États grâce au multilatéralisme social. Cela a produit des résultats, mais n'est pas suffisant ; grâce à l'action du PAM et de la FAO, le nombre de personnes souffrant de la faim est resté stable depuis 2002 alors même que la population a doublé. Les Brics sont devenus du mauvais cholestérol. C'est une catégorie inventée par Goldman Sachs dans laquelle on a rangé les économies émergentes. Poutine a transformé cette catégorie économique en organisation politique destinée à permettre le nouveau déploiement diplomatique de la Russie. Les Brics, qui ont été rejoints par l'Iran, l'Arabie saoudite et l'Égypte, ne représentent pas les intérêts du Sud. La Russie de Poutine et l'Arabie saoudite pactisent pour manipuler les prix du pétrole au point d'asphyxier les pays du Sud.

Sophie Binet, l'idée selon laquelle le libre-échange, en favorisant l'interdépendance des États, est facteur de paix, n'est-elle pas battue en brèche ?

Le libre-échange est un facteur d'accroissement des inégalités et donc d'instabilité. Les multinationales ont supplanté les États en termes de capacité d'intervention économique. Le pouvoir s'est déplacé. Cela pose l'enjeu démocratique de reprendre le pouvoir sur les multinationales. C'est pour cela que le capital, en France Bolloré et aux États-Unis Musk, soutient l'extrême droite. La démocratie est un problème pour eux. Cela entraîne une montée de la répression qui atteint des niveaux inédits. La notion de terrorisme est instrumentalisée pour empêcher et réprimer toute contestation sociale. Des militants écologistes sont qualifiés de terroristes. Des opposants à la réforme des retraites l'ont été. Aujourd'hui, c'est au tour de militants pacifistes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR PIERRE-HENRI LAB

Appel au monde de la culture

En 1936, le Front populaire est en matière culturelle une formidable rupture. Pour la première fois, un gouvernement, motivé par un élan populaire exigeant des changements profonds, définira de manière précise les enjeux de l'action culturelle et imposera l'idée qu'il faut une politique culturelle et nationale ambitieuse qui prenne en compte les enjeux de la modernité. Il y aura alors un formidable élan, une formidable convergence entre le projet du gouvernement de Front populaire et une multitude d'associations culturelles se réclamant du Front populaire. Les partis politiques de gauche, les syndicats progressistes ne seront pas en reste, impulsant, grâce à une imagination collective qui a retrouvé de la confiance, un élan créatif sans pareil et un goût pour le savoir partagé par toutes et tous. Nous vivons encore les conquêtes de ce temps.

C'est en 1936 que, pour la première fois, un journal de gauche réclame la création d'un ministère de la Culture. C'est le Front populaire qui ébauche, grâce à un ambitieux plan, le développement de la lecture publique, qui aboutira, en 1945, à la création des bibliothèques de prêts. C'est le Front populaire qui entame une réflexion concernant les savoirs scientifiques et la recherche, qui aboutira à la création, en 1939, du CNRS. C'est lui qui entame une réflexion sur la nécessité de créer une radio nationale

FABIEN ROUSSEL
Secrétaire national
du PCF
PIERRE DHARRÉVILLE
Responsable de
la commission culture
du PCF et député
sortant des Bouches-
du-Rhône

TRIBUNE

et qui jette les bases de l'action culturelle des musées. C'est sous le Front populaire que se développent des Maisons de la culture. Le Front populaire, c'est la création du système de l'intermittence du spectacle, qui crée une caisse spécifique d'assurance-chômage pour les techniciens du cinéma. Ce système sera étendu à l'ensemble des artistes et technicien·nes du spectacle vivant, en 1969 (nouvelle phase de conquête culturelle de l'après-Mai 68). Les congés payés, cette magnifique invention du Front populaire, cette magnifique conquête sociale, sont également un marqueur culturel de première importance. Les festivals, qui sont si nom-

breux aujourd'hui dans l'histoire des collectivités territoriales et dans celle de la France, n'auraient pu nîs'inventer, nîse développer sans les congés payés.

Nous avons aujourd'hui une opportunité nouvelle de conquêtes culturelles. Le Nouveau Front populaire, son contrat de législature en est le moteur. Nous pouvons renforcer les politiques culturelles, les redéfinir pour le XXI^e siècle. Nous pouvons garantir la pérennité du service public de l'art et de la culture sous toutes ses formes, qui s'opposera à la marchandisation de l'art, non seulement en consacrant pour le budget de la culture et de l'art 1 % du PIB, mais aussi en limitant la concentration dans les industries culturelles, en garantissant la pérennité et la pluralité du service public de l'audiovisuel, en



instaurant un financement durable, socialement juste, en garantissant indépendance et démocratie aux rédactions. C'est également créer de nouveaux droits, tel par exemple un nouveau régime pour les artistes auteurs-autrices, défendre et améliorer le régime de l'intermittence du spectacle.

Avec le Nouveau Front populaire, nous souhaitons libérer l'esprit de la contrainte de la finance, rendre possible le libre développement des valeurs humaines. Nous ne concevons d'autre limite à la liberté que la nécessité de défendre l'homme contre les forces de régression.

Les forces de régression sont identifiées. D'un côté, le président Macron, en imposant des économies drastiques, une politique d'austérité au monde des arts et de la culture, que la ministre Rachida Dati met en œuvre. De l'autre côté, le Rassemblement national et ses propositions nationalistes, identitaires, régressives : suppression du service public de l'audiovisuel, remise en cause des financements de la création, remise en cause de l'intermittence du spectacle, remise en cause de la liberté de création, remise en cause démocratique...

Aussi, nous lançons un appel de conviction aux artistes, aux intellectuel.les, aux professionnel.les de la culture, aux amatrices et amateurs des arts et de la culture. Votez le 30 juin et le 7 juillet pour les candidates et candidats du Nouveau Front populaire. L'heure est grave et, pourtant, face à la situation dramatique que nous connaissons, nous avons le choix de faire confiance aux droits de l'intelligence. Nous savons, grâce à l'expérience du Front populaire de 1936, que les progrès sociaux vont de pair avec les progrès de la culture. Le Nouveau Front populaire de 2024 est une aubaine à saisir. Saisissons-la ! ■

Lettre ouverte à Serge Klarsfeld

Né au Maroc au sein d'une famille juive sépharade, j'ai vécu la première partie de ma vie dans ce pays arabo-berbère de confession et de culture musulmane, et dont le sultan Mohammed V, en 1942, s'est opposé au maréchal Pétain, qui lui ordonnait d'imposer à ses citoyens juifs le port de l'étoile jaune. En même temps, il préparait la conférence d'Anfa qui organisera le premier débarquement allié contre l'Allemagne nazie.

Votre déclaration d'allégeance aux héritiers de ceux qui ont perpétré en Europe l'Holocauste des juifs dans les camps de la mort disqualifie le combat que vous avez mené pour que leur mémoire nourrisse notre refus de la barbarie.

Comment pouvez-vous croire en la sincérité d'un mouvement politique dont les fondateurs ont joué un rôle actif dans la collaboration avec ceux-là mêmes qui sont à l'origine de ces horreurs qui ont marqué notre histoire ? N'avez-vous pas constaté que la flamme qui orne le logo de ce parti est celle qui servait de bannière aux factions mussoliniennes ?

Comment pouvez-vous vous rendre complice d'une extrême droite qui prétend désormais combattre l'antisémitisme alors que ses membres et ses affidés continuent de commettre des actes ou de proclamer leur rejet des Français de confession ou de culture juive ?

Comment pouvez-vous cautionner le discours officiel de ce parti, inscrit dans son programme, qui

ALAIN HAYOT
Sociologue

transfère son ADN raciste vers des populations françaises d'origine africaine et/ou de confession et de culture musulmane ?

Les ratonnades passées et à venir dont vous serez complice vous gênent moins que les pogroms que nous avons ensemble combattus ?

Comment pouvez-vous invoquer la solidarité avec Israël de cette extrême droite pour justifier votre attitude ? Solidarité toute récente d'ailleurs, qui s'explique par la présence de l'extrême droite dans un gouvernement israélien responsable des massacres contre les populations gazaouies ? Tout en condamnant fermement les actes terroristes du Hamas, vous savez bien que l'avenir d'Israël est lié à l'établissement d'une paix durable avec ses voisins arabes fondée sur la reconnaissance des droits nationaux des Palestiniens, comme le réclament de plus en plus d'Israéliens eux-mêmes.

Honte à vous, monsieur Klarsfeld ! Vous reniez les valeurs d'humanisme, de tolérance et d'amitié entre tous les peuples dont nous pensions qu'elles étaient les vôtres.

Mais je suis sûr que la majorité des juifs de France n'ont rien oublié et qu'ils savent que, dans notre pays, seule la gauche a toujours défendu ces valeurs et que c'est de ce côté qu'ils trouvent la solidarité active de ceux qui ont donné leur vie pour que le nazisme, le fascisme, le pétainisme et toutes les extrêmes droites jusqu'à aujourd'hui succombent. Honte à vous d'aider à les ressusciter ! ■

TRIBUNE

Face au néolibéralisme, un nouvel internationalisme

La mondialisation des politiques néolibérales et de leurs effets dévastateurs sur les populations suscite la lutte des mouvements sociaux et politiques pour un autre monde, opposé aux logiques capitalistes et productivistes. En imposant une idéologie de la pénurie, de la dette et de l'individualisation, la mondialisation néolibérale renforce une économie de guerre extrêmement inquiétante.

Cette doctrine néolibérale continuant à être à l'agenda des gouvernements, le capitalisme s'accommode du retour en force des autoritarismes dans le monde – une banalisation des violences d'État. La démocratie et les droits humains sont au cœur de ces affrontements, confrontés aux défis contemporains tels que le racisme, le fascisme, la remise en cause de la liberté d'expression à l'ère du numérique, la criminalisation des mouvements sociaux.

Nous devons prendre en considération le temps long de la décolonisation inachevée qui modifie le système international. La situation géopolitique a déjà profondément changé. Les rapports de puissance, les alliances, les blocs sont en recomposition. La guerre en Ukraine illustre les contradictions de la situation et l'imprévisibilité des évolutions.

Mais la crise du néolibéralisme ouverte depuis 2008, prolongée par celle du climat, de la pandémie et des guerres, a creusé ce sillon installant des politiques d'austérité,

FABIEN COHEN
Secrétaire général
de France-Amérique latine

combinant austérité et autoritarisme. Une crise qui nous engage dans une violente bataille pour l'hégémonie culturelle, opposant deux conceptions du monde : une vision

identitaire et sécuritaire portée par les extrêmes droites et une vision égalitaire et solidaire portée par les luttes et les nouvelles radicalités.

Les idéologies identitaires et sécuritaires sont une réponse à l'émergence de mouvements sociaux porteurs de nouveaux radicalismes : féminisme, antiracisme et révolte contre les discriminations, peuples autochtones, migrants et diasporas. Ce qui est à noter, c'est le caractère total et mondial de l'affrontement que nous vivons : affrontement social en ce qu'il vise à affaiblir les droits sociaux des populations ; affrontement ethnique en ce qu'il cherche à exclure des étrangers de toute forme de citoyenneté ; affrontement politique et juridique par le recours aux moyens de la loi pour réprimer et criminaliser toute résistance et toute contestation ; affrontement culturel et moral en ce qu'il s'attaque aux droits individuels au nom de la défense la plus conservatrice d'un ordre moral aux valeurs culturelles.

La seule forme limitée de démocratie que les néolibéraux peuvent accepter, c'est celle qui est élitiste et respectueuse des plus hauts principes du libre choix individuel et de la propriété privée. Une pensée qui n'est pas récente, mais centrale depuis la fin du XIX^e siècle (colloque Lippmann de 1938).

TRIBUNE

L'usage du droit et de la loi pour mener la guerre aux peuples va de pair avec l'accommodation de la politique à l'usage de la violence pour imposer ses vues néolibérales (le Chili après les émeutes du 20 octobre 2019, ou lors de la prise du Capitole, le 6 janvier 2021 à Washington). À cela, il faut ajouter l'élection de Bolsonaro à la présidence du Brésil ou encore les déclarations de l'extrême droite espagnole, allemande et italienne au plus fort de la pandémie.

Le droit n'est pas non plus exclu pour protéger les droits individuels en matière économique, pouvant même être constitutionnalisés, à l'image du traité de Lisbonne au niveau européen, en consacrant les fameuses « règles d'or ». Le néolibéralisme se déploie ainsi en utilisant ce que certains appellent le lawfare (apparu en 1975), qui peut se traduire par « guerre du droit ».

Cette montée du néolibéralisme nationaliste de la droite radicale n'aurait pu capter le ressentiment des classes populaires sans la participation de la « gauche de filiation sociale-démocrate » depuis les années 1980, qui n'a pas défendu les appauvris et affaiblis, ni protégé les services publics, au nom du « réalisme », c'est-à-dire des contraintes de la globalisation ou des traités européens, selon les cas, quand ce n'est pas les deux.

Nous vivons le moment où le néolibéralisme secrète de l'intérieur une forme politique inédite qui combine autoritarisme antidémocratique, nationalisme économique, concurrentialisme généralisé et rationalité capitaliste élargie.

Pour lutter contre cette stratégie néolibérale, il nous faut travailler à un projet commun, centré sur ce que le néolibéralisme s'est d'emblée donné pour ambition de détruire : l'égalité, la solidarité et l'émancipation qui permettraient de renouveler une utopie d'émancipation, un nouvel internationalisme. ■

YOUSSEF SOUIDI

« Il faut demander plus de transparence à l'enseignement privé »

ÉDUCATION NATIONALE Dans *Vers la sécession scolaire ?*, le sociologue et économiste, spécialiste de l'analyse des mécanismes de ségrégation sociale en milieu scolaire, interroge l'inégale répartition des élèves au sein des collèges publics, ainsi que les privilèges du privé.

En analysant les indicateurs de position sociale, Youssef Souidi met en évidence la ségrégation scolaire qui pèse sur les collèges. Plus que le prolongement de la ségrégation sociale qui marque les territoires, ce qui ressemble à un mouvement de « sécession scolaire » (1) renvoie aux effets de la carte scolaire, aux stratégies de contournement des familles ; mais aussi au poids de l'enseignement privé, qui bénéficie de larges subventions sans pour autant devoir rendre de comptes sur les modalités de sélection des élèves. Un point du programme des cent premiers jours du Nouveau Front populaire souligne cette exigence de transparence et la nécessité de moduler les subventions en fonction de la mixité sociale des élèves.

Quelles sont les caractéristiques aujourd'hui en France de ce que vous appelez la ségrégation scolaire ?

La ségrégation scolaire désigne le fait que les établissements scolarisent des publics aux caractéristiques très différentes, soit en termes de niveaux scolaires, soit en termes de niveaux sociaux. Dans une situation de ségrégation scolaire totale, il y aurait des établissements à 100 % constitués d'élèves socialement favorisés ou défavorisés. Bien sûr, les choses ne sont jamais aussi claires. Les collèges français se caractérisent par des écarts très importants quant aux indices de position sociale (IPS). Ce qu'on entend souvent c'est que ces écarts découlent de la ségrégation résidentielle, alors que celle-ci n'est en réalité qu'une partie de l'explication. Avec le sociologue Hugo Botton, on a mesuré que 90 % des collégiens défavorisés vivaient près du domicile des collégiens favorisés. La ségrégation scolaire est, en fait, un miroir grossissant de la ségrégation résidentielle.

Pourquoi avoir concentré vos recherches sur les collèges, et pas sur l'école primaire ou le lycée ?

Il y a bien moins de données pour le premier degré, où la proximité prime. Quant au lycée, la séparation entre voies générale et professionnelle est déjà marquée et rend l'analyse de la ségrégation scolaire plus compliquée. Le collège unique est le seul endroit où toute une jeunesse pourrait être scolarisée au même endroit, en étant mélangée et brassée. Ce que la réalité des statistiques dément dans les faits.

Que penser des indicateurs retenus pour évaluer la ségrégation scolaire ?

En France on utilise principalement la profession des parents et des responsables légaux des élèves, enregistrée dans les logiciels de l'éducation nationale. Dans d'autres pays, on utilise davantage les revenus des parents. L'IPS est critiquable car l'importance de la profession renvoie plus à une mesure du capital culturel que du capital économique. Le fait que, par exemple, un élève ayant deux parents enseignants ait un IPS plus élevé interroge. L'IPS masque donc une partie de la réalité. Le père et la mère n'ont pas le même impact sur la réussite des enfants. Reste qu'il n'y a pas d'indice parfait et qu'on aimerait croiser l'IPS avec d'autres variables comme le revenu. L'IPS est un outil intéressant mais incomplet, même si d'autres pays européens n'ont aucune donnée pour analyser la ségrégation scolaire.

Vous évoquez, pour les familles, une véritable « lutte des places » en matière scolaire...

Cette lutte des places vient du système d'affectation au collège. La carte scolaire est souvent vécue comme un carcan par les familles. Si les parents ne sont pas satisfaits du collège de secteur, il est possible de demander une dérogation vers un autre collège public, ce qu'une famille sur dix fait. Ils peuvent aussi recourir aux établissements privés, la plupart largement subventionnés mais qui sélectionnent les élèves et imposent des frais de scolarité. Dans certains territoires, le choix scolaire est un dilemme

et les familles doivent engager de véritables stratégies scolaires. Par endroits, moins de la moitié des familles scolarisent leurs enfants dans les collèges de secteur. Ce n'est pas un phénomène uniquement parisien. La situation est la même dans d'autres métropoles, mais aussi dans des villes plus modestes comme Perpignan, qui compte à la fois des écoles privées parmi les plus favorisées et des collèges publics parmi les plus défavorisés de France. Dans les territoires ruraux, il y a moins de choix et d'offre scolaire, la lutte des places est donc moins prégnante.

Parler de sécession plutôt que de ségrégation ou de non-mixité, n'est-ce pas renvoyer aux « territoires désertés de la République » ?

L'usage de ce terme s'accompagne d'un point d'interrogation. C'est une question analysée dans *l'Apartheid scolaire*, ouvrage publié en 2005 dans lequel les sociologues Georges Felouzis, Françoise Liot et Joëlle Perrotton parlaient de « ségrégation ethnique », et encore tout récemment, dans *le Ghetto scolaire* par François Dubet et Najat Vallaud-Belkacem. Parler de sécession renvoie au dualisme scolaire qui fait que certains établissements se spécialisent dans l'accueil des enfants de familles favorisées, au gré des stratégies parentales de ces dernières... Quelques signaux confortent cette question de la sécession, comme l'écart social entre public et privé, qui ne cesse de s'aggraver depuis les années 1980. On trouve des collèges favorisés et défavorisés qui sont très proches géographiquement.

L'enseignement privé jouit-il d'une situation particulière en France ?

En Belgique, les établissements privés sont largement subventionnés par les puissances publiques mais ont peu d'autonomie. En Angleterre, les écoles privées ressemblent à nos établissements hors contrat. Ils sont peu subventionnés mais ont une large autonomie dans la sélection des élèves. En France, on a le meilleur des deux mondes : le privé est massivement subventionné, sans



ENTRETIEN

devoir rendre de comptes sur la sélection des élèves. Parfois, la carte scolaire est tracée de telle manière que les élèves des centres-villes ne rencontrent presque pas ceux des quartiers populaires... Il est très difficile de changer cette situation, comme le montrent les difficultés rencontrées par Pap Ndiaye il y a un an, avec son projet d'améliorer la mixité sociale dans les collèges français en modulant les subventions selon le degré de mixité sociale. Ce dessein s'est heurté aux oppositions des élus locaux de droite et du président du Sénat, Gérard Larcher.

Au-delà de la question géographique, la ségrégation scolaire serait-elle un élément structurant de l'école française ?

On peut trouver des collèges proches géographiquement et éloignés socialement. Cela montre que le système d'affectation en sixième permet de créer cette ségrégation, et de contourner le collège unique, qui n'a jamais vraiment

« Certains élèves ne font jamais l'expérience de l'altérité sociale et culturelle. »

existé. Les groupes de niveau, dans la première mouture, l'ont d'ailleurs remis en cause. Même si, depuis, la ministre Nicole Belloubet a atténué le projet en parlant de groupes de besoin. Il faut voir la manière dont les acteurs éducatifs vont s'emparer de cette réforme à la rentrée prochaine. Le risque, c'est que des établissements créent des classes de sixième réservées aux élèves favorisés, ce qui reviendrait à la situation de précollège unique, où il y avait différentes filières au sein d'un même établissement. C'est une réforme faite dans la précipitation et dont la mise en œuvre interroge. La communauté éducative reste vent debout contre elle, tant les syndicats d'enseignants que ceux des personnels de direction.

Faut-il demander à l'enseignement privé de rendre davantage de comptes quant à la mixité scolaire ?

Dans le cadre d'un rapport parlementaire, le député FI Paul Vannier et le député Renaissance d'Amérique du

Nord Christopher Weissberg se sont tous deux prononcés en faveur de la prise en compte de l'IPS dans l'allocation des moyens aux établissements, et d'une transparence accrue dans les procédures d'admission. Brandie comme un totem par l'enseignement privé, la loi Debré de 1959 avait pourtant précisé qu'il n'entendait pas encourager un dualisme scolaire en subventionnant largement le privé. Qu'est-ce qui justifie, de nos jours, la concurrence des écoles privées subventionnées aveuglément ? Ce privilège qu'a l'enseignement privé de bénéficier de larges subventions tout en s'exonérant des exigences de la mixité sociale interroge. Il faut demander plus de transparence de la part du privé quant aux critères d'admission des élèves. On ne pourra pas atténuer cette ségrégation scolaire sans revoir les modalités d'association entre le secteur privé et l'État. On pourrait fixer pour chaque établissement privé sous contrat des cibles de mixité sociale, dont le respect conditionnerait le maintien des subventions et du contrat avec l'État. Cette mesure figure d'ailleurs dans le programme des 100 premiers jours du Nouveau Front populaire : « *Moduler les dotations des établissements – y compris privés – en fonction de leur respect d'objectifs de mixité sociale.* »

Vous évoquez la nécessité de considérer la ségrégation ethnique. En appelez-vous à autoriser des statistiques selon les pays d'origine ?

Constituer des statistiques ethniques est à la fois délicat et problématique. Sur quelles données se fonder ? Les pays de naissance des parents ? Comment éviter le risque de récupération par l'extrême droite de ces données, pour conforter son idée délirante de « grand remplacement » ? En même temps, poser des chiffres sur une réalité les rendrait plus difficiles à ignorer. On a vu que la publication des données sur l'IPS a rendu plus manifeste la ségrégation sociale. Les données sur la ségrégation ethnique permettraient de mieux penser les sources de ce que certains discours appellent communautarisme. Le livre de Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires. Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, qui traite du racisme dans le vote RN, montre combien la question ethnique revient chez ses électeurs et les stratégies scolaires des familles. Parler de la ségrégation sociale, c'est parfois avoir des pudeurs de gazelle pour parler de la ségrégation ethnique, d'autant que l'extrême droite n'a pas besoin de ces chiffres pour prospérer. Dans ce débat sur la ségrégation scolaire, le fond du problème est l'écart entre les grands discours publics sur la cohésion sociale ou le communautarisme, et cette réalité qui perdure dans laquelle certains ne font jamais l'expérience de l'altérité sociale et culturelle.

Les politiques de l'éducation prioritaire (ZEP, REP, REP+) mises en place depuis des décennies ont-elles corrigé les effets de la ségrégation scolaire ?

Il est difficile d'avoir une réponse tranchée, puisque plusieurs réformes en ont fait varier les modalités depuis les années 1980. Le principe de ces politiques est de donner plus de moyens aux établissements qui scolarisent des publics plus défavorisés, en actant de fait cette réalité. Cette politique n'a pas toujours compensé les différences de dépenses par élève. Par exemple, les établissements du centre de Paris comptent des professeurs mieux payés que dans l'éducation prioritaire, avec plus d'ancienneté et plus souvent agrégés. La mesure des CP dédoublés, quant à elle, n'a pas eu autant d'effets qu'espéré. Ce label d'éducation prioritaire a inversement pu servir de repoussoir pour les familles. Aujourd'hui, la carte scolaire date de 2014 avec des données de 2011 : elle n'est souvent plus adaptée dans la répartition de l'éducation prioritaire. ■

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR NICOLAS MATHEY

(1) *Vers la sécession scolaire ?* de Youssef Souidi, éditions Fayard, 232 pages, 20 euros.

LE BLOC-NOTES DE
JEAN-EMMANUEL
DUCOIN

Bifurcation(s)

ACCOUTUMÉ « Nous voilà, plus tôt que prévu, devant une bifurcation historique », écrivait cette semaine dans nos colonnes l'historien Roger Martelli. Et il ajoutait : « Pour la première fois depuis longtemps, le peuple français doit dire s'il accepte ou non que l'extrême droite prenne légalement la direction d'un gouvernement. » Des mots simples pour un résumé éloquent. Face au discours ambiant et à la vague d'extrême droite – incontestable – qui menace encore de s'amplifier les 30 juin et 7 juillet, le bloc-noteur se demande ce qu'est devenu son pays en lui-même, d'autant qu'une rhétorique peu savante mais bien huilée consiste à dire, souvent, et nous comprenons pourquoi, que le Rassemblement national de Fille-la-voilà ne ferait, somme toute, que poursuivre « en les aggravant, les choix antidémocratiques et antisociaux des exécutifs précédents », comme s'en désolait Roger Martelli. Ce dernier vise juste : « Il est vrai que ceux-là porteront devant l'histoire la responsabilité écrasante d'avoir accoutumé notre peuple à la régression et non plus au progrès. » Sauf qu'il prévient : « Mais, en installant l'extrême droite à leur place, nous entérinons une rupture inédite, l'entrée dans une zone grise dont nous ne savons pas à quels errements elle pourrait nous mener. » Tout est dit.

OUTILS « On n'est jamais trop méticuleux avec ses ennemis », répétait Oscar Wilde. Inutile, dans le journal de Jaurès, d'argumenter pour convaincre les lecteurs que l'heure est grave, extrêmement grave. De même, il est inutile de rappeler à quel point nos institutions sont à bout de souffle et nourrissent, par leur sens premier, tous les blocages démocratiques en

pourrissant la vie politique – jusqu'à la crise la plus extrême. Pas faute d'avoir prévenu. Tôt ou tard, il faudra reconstruire de nouvelles institutions. Attention, danger majeur. « Confier les rênes à l'extrême droite, c'est permettre que la refondation à venir s'écarte radicalement de la tradition consti-

L'état
d'urgence
démocratique.

tutionnelle républicaine, quelles qu'aient été les formes de cette tradition, écrit Roger Martelli. Une République, c'est un ancrage dans l'histoire ; plus que des règles écrites, c'est une méthode et un concentré de valeurs. De celles que nous concocterait l'extrême droite, qui peut dire vers quelle régression elle nous porterait et quand il serait possible d'en sortir ? » Quant à ceux, ici et là, qui affirment que la V^e République dispose d'outils constitutionnels assez solides pour bloquer les politiques d'un gouvernement d'extrême droite, surtout en cohabitation, beaucoup de spécialistes mettent en garde à leur tour. Ainsi en est-il du sociologue Étienne Ollion, qui expliquait cette semaine dans le Monde : « Les institutions françaises sont une forteresse... pour ceux qui sont dedans. Les contre-pouvoirs face l'exécutif sont faibles, bien plus qu'à l'étranger. Ils seraient d'autant moins opérants que la majorité a largement utilisé ces outils au cours des dernières années. Parce qu'elle a multiplié le recours à ces outils (49.3, votes bloqués, etc. – NDLR), la majorité actuelle en a légitimé l'usage pour la suivante. »

MUSSOLINI L'exemple de Giorgia Meloni, en Italie, a de quoi nous faire réfléchir, puisque cette union droite-extrême droite constitue un modèle pour le RN, à bien des égards. Souvenons-nous que le fascisme y fut au pouvoir, entre 1922 et 1945. Étudier la vie et l'œuvre de Benito Mussolini, créateur et chef historique de ce mouvement, reste un élément essentiel sur la nature du fascisme et de son idéologie. Nous ne saurions trop conseiller de relire l'intégralité de son tristement célèbre texte *Le Fascisme*, rédigé en 1932 pour la *Nouvelle Encyclopédie italienne*, paru en France en 1933 chez Denoël, l'éditeur du *Voyage au bout de la nuit*, de Louis-Ferdinand Céline, et d'auteurs comme Rebatet ou Brasillach. Rappelons que des crimes contre l'humanité ont été commis en application de cet ouvrage et que les manifestations actuelles de haine et de xénophobie participent de son esprit. Le fascisme, selon Benito Mussolini, est une forme de nationalisme qui exalte le rôle central de l'État (« l'État fasciste est une force, mais une force spirituelle qui résume toutes les formes de la vie morale et intellectuelle de l'homme », écrivait le dictateur), tout en affichant un programme social et en se prétendant « ni de droite ni de gauche ». Rien n'a changé... ■

Dites-nous tout!

filrouge@humanite.fr ou par courrier à l'Humanité,
5, rue Pleyel, immeuble Calliope, 93528 Saint-Denis Cedex

Le ciel est chargé

Francis Pernon

Toulouse (Haute-Garonne)

Oui, le ciel est chargé de nuages de plomb. Tempête et déluge menacent. Et bizarrement, on crie peu, anesthésié. Englué sans voir qu'il fait beau quelque part. La « gauche » que l'on crut à sa dernière extrémité, dont les médias chantaient l'extrême onction, renaît de ses cendres. Des candidats uniques pour un programme précis et complet. À peine sorti des algarades intestines, on n'ose y croire... Mais qu'est-ce que vivre ? Sûrement pas

laisser faire quand se rouvrent les serres de la bête immonde. Sûrement pas laisser flamber les prix, bloquer son Smic ou sa retraite, déglutir la planète, jouer à la guerre ? Sûrement pas laisser vendre le pays. Qui peut sans sursaut jeûner devant des oncles Picsou qui s'engraissent ? Qui a sérieusement la trouille de quelques potes immigrés ? Qui veut encore survivre sans redresser la tête ? Français, encore un effort pour être républicains ! ■

COURRIER

Et que dire du RN ? Sa politique anti-ouvrière ? A-t-il voté pour l'augmentation des salaires, pour le gel des loyers, pour le rétablissement de l'ISF, pour la revalorisation des minima sociaux au niveau du seuil de pauvreté ? La réponse : non ! Ils ont voté contre ! Il y a quelque temps, le RN nous expliquait que la réforme des retraites était sa priorité ; aujourd'hui, ce n'est plus le cas. Le RN voulait sortir de l'Europe hier ; aujourd'hui, il veut y rester. Finalement, il nous dit : « Vous ne m'avez jamais essayé au pouvoir. »

Mais le peu de pouvoir qu'il a obtenu et son inaction nous ont démontré toute son hypocrisie envers les ouvriers, les retraités, les étudiants et les fonctionnaires. Quand les discours ne reflètent pas les actes, j'appelle cela mener une politique démagogique.

Le Front populaire de 2024 a les mêmes ambitions que celui de Léon Blum en 1936, qui nous a permis d'obtenir des acquis sociaux tels que l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers, les conventions collectives, la semaine de 40 heures, les congés payés et tant d'autres. Le programme du Nouveau Front populaire est lisible, fort en réformes, et ce dès les cent premiers jours de son mandat. Ma question est simple : la gauche ? La droite ? Macron ? Voulez-vous protéger vos droits, vos acquis sociaux durement obtenus ? J'appelle tous ceux qui ne votent plus par dégoût, le dégoût légitime envers la politique menée par nos dirigeants depuis des décennies, le dégoût d'une impression de déjà-vu. Laissez-moi vous dire que cela peut changer dès le 30 juin. Rassemblons-nous pour une France commune et luttons contre les écarts de classe qui nous ont divisés depuis trop longtemps, nous, le peuple. Vive la France ! ■

Sauver Marianne

André Jehl

Bayeux (Calvados)

Macron et Bardella ne sont pas ennemis, mais tout au plus rivaux dans leur obsession à vouloir conquérir Marianne. Pourraient-ils la violenter si elle refusait leurs avances ? Pourraient-ils être complices pour supprimer celui que la belle voudra leur préférer ? Pour ne plus subir ce « Je t'aime, moi non plus » qui caractérise les deux compères et que met en évidence cette scabreuse dissolution, il n'y a pas dix solutions... Il faut sauver la virginité morale de Marianne. Pour préserver sa notoriété, son renom et l'honneur de la France, réhabilitons les fondamentaux de notre République : Liberté, Égalité, Fraternité. Et ne nous fions pas à n'importe qui pour y parvenir. ■

Agir dès le 30 juin

Tony Magloire

Perpignan (Pyrénées-Orientales)

Je me présente, je m'appelle Tony, j'ai 27 ans, je suis peintre en bâtiment et père de famille installé dans les Pyrénées-Orientales. Si j'ai décidé de vous écrire ces quelques lignes, c'est parce que nous nous retrouvons à un tournant majeur pour nous, les Français, ces petites gens qui se lèvent tôt le matin pour faire tourner notre pays et qui se retrouvent dans une impasse. Pratiquement au bord de la rupture sociale, il est de notre devoir de lutter pour nos retraites et pour nos retraités. Il est indispensable d'obtenir pour nos jeunes étudiants les moyens nécessaires pour un apprentissage serein et les outils pour réussir. J'admire ces jeunes qui, malgré leur précarité, s'accrochent à leurs études et à leurs rêves. Nous savons tous que 60 à 80 milliards d'euros sont perdus dans les paradis fiscaux chaque année, alors que le gouvernement concentre ses forces sur des réformes telles celles de la retraite ou du chômage, combien de temps encore allons-nous laisser cet argent appartenant à la France se volatiliser ? Lorsque le gouvernement a supprimé 10 milliards d'euros du budget de l'éducation en 2024, ou encore quand nous savons que nous prévoyons un déficit de près de 12 milliards d'euros dans la santé pour cette année.

La suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) va permettre aux riches de s'enrichir et de laisser les classes sociales les plus précaires s'appauvrir davantage.

Jean-Claude Lefort, la justice accrochée au cœur

HOMMAGE L'ancien député PCF du Val-de-Marne, un temps secrétaire de Georges Marchais, engagé dans la solidarité avec le peuple palestinien, est décédé à l'âge de 79 ans.

Jean-Claude Lefort a succombé le 19 juin des suites d'un cancer contre lequel il a mené son dernier combat. Il était un militant communiste, de ceux qui se sont formés dans les rangs des jeunes communistes des cités populaires de la banlieue rouge. Né le 15 décembre 1944 à Paris, il passe d'abord son enfance et sa jeunesse à Bagnolet (Seine-Saint-Denis), dans un milieu modeste. Son père, ouvrier, s'était engagé aux côtés des républicains espagnols dans les Brigades internationales et sa mère est gardienne dans une école. Celui qui aime déjà se dire « manouche » grandit dans ces zones périphériques de la capitale et fait ses armes militantes dans les combats pacifistes et internationalistes de ces années 1960-1970. Il devient dirigeant du MJCF. Ils sont trois copains et camarades, liés par le souvenir du combat de l'Espagne républicaine, qui ne se quittent jamais pour faire les quatre cents coups politiques : Jean-Claude Lefort à Bagnolet, José Fort à Aubervilliers, et François Asensi à Montreuil.

José Fort a réagi à l'annonce de sa mort pour saluer « notre histoire commune et notre amitié » au-delà de « nos divergences, nos colères, nos engueulades ». « Nous avons tous les trois vécu des moments intenses à la direction du Mouvement de la Jeunesse communiste : les bouleversements de 1968, la guerre américaine au Vietnam... »

Après « ces équipées », Jean-Claude rejoint, lui, le collectif travaillant en direct aux côtés de Georges Marchais, le tout nouveau secrétaire général du PCF. En 1983, il devient secrétaire de la puissante fédération du Val-de-Marne. Le dirigeant communiste est ensuite élu député de la 10^e circonscription du département durant trois mandats. Membre de la commission des Affaires étrangères, il

participe à de nombreuses négociations internationales et s'engage aux côtés des peuples et contre les injustices. En mémoire de la lutte contre la bête immonde en Espagne, il sera coprésident fondateur de l'Association des amis des combattants en Espagne républicaine (Acer), avec José et François – le député, grâce à ses prérogatives au sein de la commission des Affaires étrangères, récupère une partie des archives des Brigades internationales déposées à Moscou. Mais une terrible tragédie touchant un peuple le fait se lever une nouvelle fois. 1994, le génocide au Rwanda. L'élus milite pour que la vérité soit établie et propose, en 1998, la création d'une commission d'enquête sur

la part des responsabilités françaises. Vice-président de ce qui sera, finalement, une mission d'information parlementaire sur le Rwanda, il se trouve en désaccord avec les conclusions du rapport et refuse d'en être coauteur. Il finit

son troisième mandat de député en 2002 mais le militant poursuit ses combats pour la justice.

Toujours sensible à ses frères et sœurs, humains du monde, il s'investit activement en faveur des droits du peuple palestinien. En mai 2009, il est élu président de l'Association France Palestine Solidarité (AFPS), à l'issue du deuxième congrès de ce mouvement. Il est également le coordinateur du comité national de soutien à Salah Hamouri, emprisonné dans les geôles israéliennes depuis 2005, dont il deviendra le beau-père après que sa fille, Elsa, a épousé en 2014 le Franco-Palestinien, libéré en 2011 à la suite d'une intense campagne internationale. Salah Hamouri sera à nouveau détenu à trois reprises, avant d'être expulsé en 2022. Décoré des insignes de chevalier de la Légion d'honneur par Cécile Rol-Tanguy, en présence de l'ambassadeur palestinien en France, Jean-Claude Lefort ne cesse de multiplier les

Coordinateur du comité de soutien à Salah Hamouri, il deviendra son beau-père.



En 2010, à la Fête de l'Humanité. GUILLAUME COLLANGES/ARGOS

démarches pour faire respecter les droits de son gendre et poursuit sa lutte aux côtés des Palestiniens pour la reconnaissance de leur souveraineté.

Toujours prêt à dénoncer les injustices, il appelle en 2013 à la démission le ministre de l'Intérieur Manuel Valls pour sa politique à l'égard des Roms. Il rappelle au ministre socialiste sa propre émigration depuis l'Espagne, pour fuir le régime franquiste, et la compare avec celle des

Roms, qui subissent une discrimination sociale dans leurs pays d'origine. Il signe « Jean-Claude Lefort, fils de Manouche ». En janvier 2024, en raison d'un différend qu'il explique dans un texte publié sur Mediapart, Jean-Claude Lefort quitte « avec une douleur extrême » le PCF, après soixante années d'appartenance.

L'Humanité présente ses condoléances à sa famille et à ses proches. ■

PIERRE CHAILLAN

Kathleen Ronne, guidée par l'envie d'aider

Depuis 2017, cette ex-aide-soignante est monitrice à l'École de chiens guides de Paris pour aveugles et malvoyants. La jeune femme allie sa passion pour le dressage canin et son goût du contact humain.

À l'orée du bois de Vincennes, en face du grand rocher qui surplombe le zoo, gît une bâtisse composée de plusieurs maisonnettes. Depuis 1987, l'École de chiens guides de Paris pour aveugles et malvoyants occupe les lieux. Plusieurs labradors gambadent dans le jardin. Certains, comme Topaze, font des exercices avec leur moniteur. D'autres ont quartier libre, à l'instar de Twinnie. À bientôt 2 ans, cette chienne labrador noire est en formation depuis huit mois aux côtés de Kathleen Ronne. « Je suis monitrice de chiens guides d'aveugles et non éducatrice », précise tout de go la jeune femme de 34 ans. « C'est important de bien distinguer les deux métiers, car ils ont un niveau de diplôme différent. La formation de moniteur s'effectue en deux ans et se concentre sur l'éducation du chien guide et sur l'accompagnement des familles d'accueil. Pour être éducateur, la formation se poursuit deux ans de plus et est davantage orientée sur la déficience visuelle », ajoute-t-elle d'une voix douce, couvant des yeux Twinnie qui s'amuse à mordiller un plaid.

UN MÉTIER TRÈS PHYSIQUE

« Twinnie, couche-toi », lui intime-t-elle calmement. L'animal s'exécute. Arrivée à l'école en 2017 en tant que monitrice, Kathleen connaît parfaitement les rouages du dressage canin. En plus de cette femelle, elle s'occupe également au quotidien de deux autres chiens, Tillet et Trust. « Ils entrent en éducation à partir de l'âge d'un an. Avant cela, ils sont en famille d'accueil. En fonction de leur évolution, ils restent avec moi entre six et huit mois, en comptant la remise auprès d'une personne déficiente visuelle, détaille-t-elle. Twinnie, par exemple, est en fin de parcours. Elle en est au stade des essais. Hier, elle a rencontré une dame avec qui cela n'a pas "matché". Jeudi, elle rencontrera deux nouvelles personnes. »



Twinnie, 2 ans, est en formation avec la trentenaire, qui l'exerce à chercher le métro, à travailler sur son comportement face à des congénères.

La formation des chiens est un sport de combat. Kathleen en sait quelque chose. Vêtue d'une polaire et d'un pantalon de randonnée, elle avale, chaque jour, des dizaines de kilomètres. « C'est un métier très physique. En journée, je fais facilement plus de 15 kilomètres. Il faut pouvoir tenir sur la durée. Les trois quarts du temps, je suis à l'extérieur. L'objectif, c'est d'habituer les chiens à travailler dans n'importe quelle circonstance, y compris météo. » Ce métier, Kathleen l'a ardemment désiré, après un parcours atypique. Son bac en poche, la jeune femme, passionnée depuis toujours par les animaux, se dirige d'abord vers un

BEP spécialisé en élevage canin. « Mais à la fin de la formation, je me suis dit que je n'allais peut-être pas réussir à trouver un poste. J'ai préféré m'orienter ailleurs. » Par pragmatisme, elle devient donc aide-soignante en réanimation dans un hôpital de la région parisienne. Elle y restera huit ans. Mais la passion pour les chiens est toujours là. « Quand je me suis sentie prête, j'ai postulé et j'ai été embauchée. Quand je l'ai su, j'ai éclaté en sanglots. J'étais tellement heureuse », se souvient Kathleen, émue.

L'éducation des chiens exige rigueur et organisation. « Ils dorment à l'école. Je suis

avec eux de 8 heures à 17 heures, du lundi au vendredi. Souvent, j'en fais travailler un, pendant que les deux autres attendent juste à côté. » Chaque séance dure entre 20 et 40 minutes, avec des objectifs bien spécifiques. « Je vais les exercer à rechercher le métro, travailler sur leur comportement lorsqu'ils croisent des congénères. Il y a des codes. Lorsque le chien est vêtu du harnais, il est en mode travail. Donc, il ne

«La finalité, c'est de voir des personnes déficientes visuelles retrouver une vie de sécurité et de liberté.»

peut pas renifler et doit être concentré sur le guidage. » La tâche du chien guide est d'offrir « une autonomie et une aisance à la personne déficiente visuelle. Il faut que le trajet se fasse de façon sécuritaire, fluide, idéalement qu'il soit reposant pour la personne ». Kathleen s'arrête pensive, jette un regard à Twinnie, endormie à ses pieds.

La monitrice assure que si elle n'avait pas été aide-soignante, elle n'aurait « pas eu la même vision de la vie ». « Je me serais peut-être contentée de mon amour pour les chiens. Là, la finalité, c'est l'humain ! De voir des personnes déficientes visuelles retrouver une vie de sécurité et de liberté », estime-t-elle. Elle se souvient de la réaction de cette « dame adorable », après la remise de son premier chien formé par ses soins : « J'ai découvert que j'avais des collègues. » « C'était ironique, évidemment. Le handicap des personnes déficientes visuelles fait souvent peur. Le fait d'avoir un chien casse cette appréhension. Cette dame a retrouvé une vie sociale au travail. J'ai eu des frissons lorsqu'elle m'en a parlé. Je me suis dit que j'avais réussi mon travail », confie Kathleen. ■

BÉRÉNICE PAUL